

**Assistance technique pour la gestion de l’information sur l’urbain en Haïti volet PAIFU**

**Délégation de l'Union Européenne en Haïti**

**-**

**Rapport méthodologique proposant un cadre de suivi-évaluation du secteur urbain – Version provisoire**

**Framework Contract Beneficiaries - LOT 7**

**Contrat Spécifique N° 2015/366047/1**

**Septembre 2016**

Préparé par:

Mme. Audrey CROCKER, Expert en suivi/évaluation sectoriel

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
|  | Description : Description : altair_peq_jpg |  |
| Projet financé par l’Union Européenne | Mis en œuvre par ALTAIR Consortium | Leading Implementing Partner |

*Ce rapport a été rédigé suite à la mission intitulée « Gestion de l’information sur l’urbain » du Projet d’Appui Interinstitutionnel des Fonctions Urbaines faite par la consultante Audrey CROCKER. La mission qui s’est déroulée entre décembre 2015 et octobre 2016, s’est faite sous la supervision du Directeur des Travaux Publics, Monsieur Alfred PIARD du Ministère des Travaux Publics, Transports et Communications, en collaboration avec les équipes de ce Ministère et ses partenaires institutionnels.*

*« Les opinions exprimées dans ce rapport sont celles du Consultant et ne sauraient en aucun cas refléter la position de la Commission européenne ni celle des bénéficiaires du projet en Haïti ».*

# Sommaire

[Sommaire 3](#_Toc468189924)

[Liste des abréviations 4](#_Toc468189925)

[A. PREAMBULE 5](#_Toc468189926)

[A.1. Rappel des interactions entre les actions d’appui institutionnel 7](#_Toc468189927)

[A.2. Des interrogations sur le fond 8](#_Toc468189928)

[A.2.1. Comment mieux définir et mettre en cohérence les différentes composantes du secteur urbain? 8](#_Toc468189929)

[A.2.2. A quoi peut servir une meilleure gestion de l’information sur l’urbain ? 9](#_Toc468189930)

[A.3. Comment revaloriser la fonction de planification urbaine? 12](#_Toc468189931)

[A.4. Comment insérer la fonction de planification urbaine dans le dispositif institutionnel ? 14](#_Toc468189932)

[A.5. Comment mettre la déconcentration au service de la décentralisation ? 15](#_Toc468189933)

[A.6. Conclusion 16](#_Toc468189934)

[C. Rapport méthodologique proposant un cadre de suivi / évaluation du secteur urbain 17](#_Toc468189935)

[C.1. Résumé exécutif 18](#_Toc468189936)

[C.1.1. Un niveau opérationnel immédiat 18](#_Toc468189937)

[C.1.2. Un niveau stratégique, à moyen terme pour alimenter une vision stratégique 19](#_Toc468189938)

[C.1.3. Un niveau politico –institutionnel vers une politique nationale urbaine 20](#_Toc468189939)

[C.2. Introduction – objectifs de la mission 21](#_Toc468189940)

[C.3. Niveau 1 : le suivi opérationnel des projets, leçons tirées des projets PARAQ 23](#_Toc468189941)

[C.3.1. Redessiner les contours du rôle du SPU dans le suivi de la planification territoriale 23](#_Toc468189942)

[C.3.2. Suivi de l’avancement des projets 32](#_Toc468189943)

[C.3.3. Plan d’action pour opérationnaliser rapidement le suivi des schémas d’aménagement. 51](#_Toc468189944)

[C.3.4. Quelle place pour le ST/CIAT ? 55](#_Toc468189945)

[C.4. Niveau 2 : un suivi qui alimente les discussions stratégiques sur l’urbain, vers une Base de Données Urbaines 57](#_Toc468189946)

[C.4.1. Qu’est-ce qu’une base de données Urbaine ? 57](#_Toc468189947)

[C.4.2. Qu’est-ce qu’un observatoire urbain 58](#_Toc468189948)

[C.4.3. Un préalable à la mise en place d’une BDU : existence d’un cadre permanent de concertation et de dialogue sur la question urbaine 59](#_Toc468189949)

[C.4.4. Amorcer la mise en place d’une BDU 63](#_Toc468189950)

[C.5. Niveau 3 : Définition de d’indicateurs clefs pour le développement urbain en Haiti 69](#_Toc468189951)

[C.5.1. Des indicateurs montrant l’évolution de la prise en compte du fait urbain en Haiti 69](#_Toc468189952)

[C.5.2. Des indicateurs montrant l’évolution du fait urbain : les indicateurs de qualité de vie 71](#_Toc468189953)

[Annexes 72](#_Toc468189954)

[Annexe 1 : Listing des documents d’urbanisme disponibles 72](#_Toc468189955)

[Annexe 2 : L’observatoire des services et du Patrimoine urbains de Nouakchott 85](#_Toc468189956)

[Annexe 3 : Le Malaysian Urban Indicators Network (MURNInets) 86](#_Toc468189957)

[Annexe 4 : BDU du Cameroun 88](#_Toc468189958)

## Liste des abréviations

|  |  |
| --- | --- |
| BDU | Base de Données Urbaines |
| CNIGS | Centre National de l'Information Géo-Spatiale |
| DCT | Direction des Collectivités Territoriales  |
| DATDLR | Direction de l’Aménagement du Territoire du Développement local et Régional  |
| DTP | Direction des Tavaux publics (MTPTC) |
| DUE | Délégation de l’Union Européenne |
| MICT | Ministère des Collectivités Territoriales |
| MPCE | Ministère de la Planification et de la Coopération Externe |
| MTPTC | Ministères des Travaux Publics, Transports et Communication |
| PAIFU | Projet d’Appui inter Institutionnel aux Fonctions Urbaines  |
| PCD | Plan Communal de Développement |
| PSDH | Plan stratégique de développement - Haïti |
| SPU  | Service de Planification Urbaine |
| SSE | Système de suivi évaluation  |
| ST/ CIAT  | Secrétariat Exécutif du Comité Interministériel d’Aménagement du Territoire  |
| TDR | Termes de références |
| ZMPP | Zone Métropolitaine de Port-au-Prince |

# PREAMBULE

Ce préambule est destiné à introduire la présentation des deux rapports commandités dans le cadre de la mission « gestion de l’information sur l’urbain » du volet appui institutionnel du Projet PARAQ sous les titres suivants :

***-******Note sur l’organisation et le contenu de la base documentaire (B)***

***- Rapport méthodologique proposant un cadre de suivi / évaluation du secteur urbain (C)***

La remise du précédent rapport sur l’organisation du dialogue sectoriel n’a pu conclure à ce jour sur la mise en place d’un d’accord inter institutionnel sur les échanges à mettre en place, c’est pourquoi il nous paraît nécessaire de formuler quelques réflexions préliminaires avant de présenter ces deux documents. Elles ont pour but de souligner des interrogations de fond portant sur la structuration du secteur urbain qui ressurgissent dans le contexte actuel et visent à accompagner son évolution institutionnelle. En l’absence de cadre de concertation formalisé, sur lequel des solutions durables pourraient s’appuyer, nous pensons utile de lancer des pistes de réflexion car le traitement et la circulation de toute information relevant du secteur urbain dépend fortement de la façon dont il se structure.

Depuis 2008 plusieurs travaux d’analyse[[1]](#footnote-1) ont mis l’accent sur les insuffisances et les faiblesses de l’organisation institutionnelle du secteur urbain en Haïti, qui reste aujourd’hui très discutée. Passée la période d’urgence d’après le tremblement de terre, et à l’occasion des opérations de réhabilitation des quartiers qui ont suivi, de nouveaux outils et procédures de planification / gestion urbaine ont été expérimentés. Bien que cela se soit réalisé dans un contexte de reconstitution institutionnelle où le secteur urbain se confondait nécessairement avec celui de la reconstruction, les résultats de ces expériences ont mis en évidence des avancées concrètes qui ont été clairement reconnues par les acteurs institutionnels[[2]](#footnote-2). Ces résultats montrent l’importance de maintenir un dialogue sectoriel continu entre les institutions pour éviter les conflits de compétences ou de statuts. Les difficultés résultant d’une période récente, où l’administration s’est trouvée fortement affaiblie, ajoutées à celles d’un secteur en pleine mutation ces dernières décennies, ne peuvent se résoudre sans des transformations profondes sur le plan institutionnel, transformations qui prendront du temps.

Notre présentation revient donc sur quelques questions de fond que rencontre le secteur urbain en Haïti. Sans ces précisions, les propositions contenues dans ces rapports pourraient prêter à confusion et laisser croire que la simple mise en place d’outils pour la gestion de l’information suffirait à résoudre des difficultés qui sont aussi d’ordre structurel.

Les propositions émises dans les deux rapports, l’un sur la création d’une base documentaire au sein de la Direction des Travaux Publics (DTP), l’autre sur la mise en place d’un cadre de suivi et évaluation du secteur urbain, sont par ailleurs une invitation à la relance de la concertation, afin de dépasser certains obstacles dans le fonctionnement inter institutionnel qui, à défaut d’être levés à court terme, peuvent être pris en considération et resitués dans une perspective évolutive.

## Rappel des interactions entre les actions d’appui institutionnel

Le volet d’appui institutionnel du Projet PAIFU pour ce qui concerne les fonds restant disponibles fin 2014, a retenu trois actions complémentaires destinées à fonctionner en synergie.

* Le renforcement des capacités et compétences en matière de planification et de gestion urbaine pour un groupe interministériel d’agents de l’administration,
* (2) L’amélioration et la rationalisation de la gestion de l’information sur l’urbain,
* (3) La modernisation d’un cadre méthodologique et légal du développement urbain en Haïti.

Ces trois actions distinctes, qui devaient au départ s’appuyer sur un programme commun d’assistance technique, ont finalement fait l’objet de commandes séparées. **A ce jour elles ont progressé de façon inégale et ont produit des effets eux aussi inégaux; il est encore trop tôt pour connaître leurs véritables interactions.**

La première action, une action de formation, est aujourd’hui largement avancée. Elle mobilise actuellement un groupe de 28 participants formés et introduits à une approche pluridisciplinaire et interinstitutionnelle de l’urbain. Elle devrait aboutir d’ici la fin 2016 et permettre aux participants de se situer par rapport à un « référentiel commun » des problématiques urbaines, notamment celles qui portent sur la planification urbaine et sur son opérationnalité dans le contexte haïtien.

Les TDR de la troisième action sont aujourd’hui revus au travers d’une réflexion plus approfondie sur le cadre de planification urbaine. Les travaux sur la modernisation du cadre légal et méthodologique seront donc développés, dans le meilleur des cas à partir de 2017.

La deuxième action a été pensée, pour équilibrer les tâches et les responsabilités, sous la conduite de la DTP. Elle est réalisée au cours de la présente mission et s’appuie sur trois activités principales considérées comme prioritaires [[3]](#footnote-3) :

* l’instauration d’un dialogue sectoriel au travers d’un protocole d’accord inter institutionnel,
* l’organisation d’une base documentaire qui serait domiciliée à la DTP,
* et les premiers éléments de cadrage d’un système de suivi et évaluation des activités du secteur urbain.

Comme indiqué plus haut, un des obstacles principaux à la réussite de la mission a résidé dans l’impossibilité de mettre en place en préalable un cadre de concertation formalisé. Les tentatives pour établir ce lien, qui se sont déroulées durant les premiers mois de 2016 (période peu favorable, marquée par des changements de Directions dans certains Ministères), n’ont pas débouché sur un accord entre les principales institutions concernées. Le sujet a été exposé dans le rapport sur l’organisation du dialogue sectoriel remis en avril 2016[[4]](#footnote-4).

Malgré cet obstacle, il a été décidé de poursuivre les activités prévues. De fait, la poursuite de celles-ci n’a, pour l’instant, que très partiellement fait l’objet d’une réflexion commune entre ces institutions, soit parce qu’elles ne concernaient qu’une seule institution - telle l’organisation des événements liés au Forum urbain national qui relèvent de la responsabilité du ST/CIAT, ou la base documentaire dont la domiciliation avait été fixée au niveau de la DTP - soit parce que les attentes étaient très diverses, comme celles concernant la mise en place d’un système de suivi évaluation.

## Des interrogations sur le fond

Les activités conduites pour parvenir à une meilleure gestion de l’information se sont déroulées parallèlement à un processus de redéfinition des actions urbaines avec la préparation du 11ième FED – qui mobilise des moyens conséquents sur ce secteur, mais dont la réalisation ne se fera qu’à partir de 2017. Les résultats attendus de notre mission, fixés sur un court terme, qui se sont déroulés parallèlement à l’identification du futur programme, se présentent de fait dans une phase de transition. L’appui institutionnel, initié dans le cadre du 10ième FED, devra fort probablement se poursuivre dans les prochaines années.

Faute d’une lecture plus précise de l’évolution d’un contexte dans lequel la base documentaire et le cadre de suivi évaluation du secteur devront trouver leur place, nous esquissons des pistes de réponses à des interrogations de fond qui pourraient influer sur le cadre institutionnel et fonctionnel pour donner plus de cohérence aux propositions développées dans chacun des deux rapports.

### Comment mieux définir et mettre en cohérence les différentes composantes du secteur urbain?

***Revenir en préalable et plus fondamentalement à une définition de l’urbain, reconnue et partagée par les institutions, qui puisse rendre compte des dynamiques urbaines en cours.***

Les fonctions institutionnelles liées au développement urbain sont réparties entre plusieurs entités, rattachées à plusieurs Ministères et autres institutions. Dans l’organisation administrative actuelle, il n’y a pas d’organe institutionnel « supra » ayant compétence et autorité en matière d’urbanisme. En 2009, le consultant Jean Berthier, dans un diagnostic sur l’organisation du Ministère des Travaux Publics, Transports et Communications (MTPTC), avait suggéré au-delà d’un renforcement immédiat des compétences des services de la DTP, la création à terme d’une Direction de l’Urbanisme et de l’Habitat, non seulement pour consolider des fonctions essentielles mais aussi pour renforcer une cohérence institutionnelle.

Les Ministères MTPTC et MPCE représentent à eux seuls 83% des dépenses en investissements publics du développement urbain[[5]](#footnote-5). Le MTPTC détient une autorité traditionnelle sur la production du cadre bâti et la construction, les bâtiments et les travaux publics. Le MPCE chapeaute la planification territoriale. Si on se réfère à l’origine des documents de planification urbaine produits dans les huit dernières années, ceux-ci émanent de six à sept commanditaires publics différents, plus ou moins directement concernés par la question urbaine[[6]](#footnote-6). Dans la plupart des administrations publiques nationales existantes, l’urbanisme et l’habitat sont deux domaines regroupés dans une même institution ou fortement liés afin de faciliter les jonctions indispensables. La création de l’UCLBP, dépendant de la primature du gouvernement haïtien, chargée de coordonner les programmes de reconstruction, a sans doute facilité la conduite de ceux-ci, mais a engendré une certaine confusion sur la politique en matière d’habitat dont il est le principal pilote. D’autres secteurs comme celui de la gestion foncière, de la prévention des risques, des transports urbains, de la gestion des déchets, supposent une coordination renforcée des administrations haïtiennes pour harmoniser la conduite des programmes. Par ailleurs la plupart de ces fonctions urbaines sont partagées par les Communes.

Cet éparpillement révèle une difficulté fondamentale de l’Administration du pays à appréhender la ville dans sa globalité, à rassembler, gérer et coordonner les informations qui la concernent. Les thématiques constitutives de la ville et les productions qui en découlent sont cloisonnées entre institutions comme des compétences techniques séparées. Chaque organisme a naturellement tendance à suivre une logique qui conforte ses intérêts. La pratique d’un urbanisme moderne qui imbrique les différentes fonctions urbaines (l’habitat, les équipements publics, les services, la gestion des risques, de l’espace public, de l’environnement) devient un exercice d’autant plus complexe qu’elle est diversement interprétée. La notion de ville reste en Haïti équivoque, elle évolue peu alors que le pays est dans une période de forte croissance urbaine, où l’occupation de l’espace est nécessairement difficile à partager et se manifeste par une forte pression de l‘économie informelle sur le domaine public.

Comment définir la ville haïtienne ? Sa définition doit être suffisamment précise pour pouvoir de se référer à des délimitations territoriales clairement identifiables. Mais elle doit pouvoir aussi rendre compte d’un processus d’urbanisation en pleine évolution qui se traduit par de profondes transformations des espaces ruraux et urbains. La création de zone d’habitat spontané, comme à Canaan, les extensions en périphérie de villes de type « banlieue », les phénomènes de regroupements d’unités d’habitation qui peuvent prendre la taille de petites villes, sont des cas de figures qui se multiplient. Une définition actualisée de la ville devrait permettre de comprendre le processus de sa fabrication, et de la transformation de l’espace et des activités qu’il engendre (la notion de « quartiers » donnée par l’IHSI ne traduit qu’imparfaitement ce phénomène). Les agglomérations, dans le sens de regroupements d’habitations ou d’étalement urbain non maitrisé, deviennent progressivement des ensembles urbains soumis aux mêmes besoins et contraintes d’organisation et de services que ceux d’une ville.

Les conséquences de l’absence de définition reconnue de l’urbain dans la production des données a été pointée avec force dans l’Étude pour l'identification et la formulation du programme de développement urbain du 11ème FED en Haïti[[7]](#footnote-7) :

*« L’absence de définition consensuelle de l’urbain engendre une série de difficultés dans le passage à des enjeux institutionnels et opérationnels sur la ville, puisqu’elle conditionne la question des statistiques urbaines et de la production des données en général, ou encore la question des délimitations territoriales (administratives mais aussi électorales). Le débat engagé sur une définition reconnue et partagée semble donc être un préalable indispensable à toute politique publique dans l’urbain : un travail sur une harmonisation légale des définitions urbaines, à entériner officiellement, est sollicité par l’ensemble des acteurs. »* Une nouvelle définition en Haïti devra pouvoir traduire aussi une forme de recomposition institutionnelle.

### A quoi peut servir une meilleure gestion de l’information sur l’urbain ?

***Mettre en avant des finalités communes dans l’utilisation des données et sur la gestion de l’information du secteur urbain.***

Les données produites sur les questions urbaines, dès lors qu’elles se trouvent réparties entre plusieurs institutions, ne peuvent faire l’objet d’une compréhension partagée que si ces institutions s’entendent sur l’utilisation qui peut en être faite, dans une approche commune du développement urbain[[8]](#footnote-8). Quelques propositions sont mises ici en avant pour mieux guider cette information.

#### Améliorer la connaissance des villes et des agglomérations urbaines pour mieux orienter le développement urbain

On ne dispose pas toujours de données fiables pour décrire les villes, alors qu’elles constituent la première étape pour connaître celles-ci. Si les données géographiques classiques sont généralement bien repérées parce qu’elles sont visibles, il est plus difficile de connaître le statut d’occupation du sol, les statistiques sur les activités économiques, l’emploi. Mais les techniques de numérisation et de télédétection offrent de nombreuses possibilités nouvelles pour faire avancer ce travail de description avec les deux principaux types de données utiles qui peuvent être combinées : les données socio-économiques ou statistiques et les données spatiales ou géo-localisées. Cela démontre l’importance d’intensifier les partenariats existants ou passés entre l’institution chargée de la production/compréhension de l’urbain et des structures telles que l’IHSI et le CNIGS qui disposent de connaissances spécifiques pour gérer ces données[[9]](#footnote-9).

**La description d’un territoire, pour être utile, doit permettre de comprendre les enjeux de son développement**. Pour être significatives, les données ne peuvent être simplement compilées, elles doivent être traitées, hiérarchisées, pour décider d’une ou des orientations en matière de développement urbain qui pourront être attachées à une ou plusieurs thématiques particulières (protection de l’environnement, services, habitat, etc.). Chaque situation est particulière, même si nombre d’entre elles présentent des caractères répétitifs. L’observation, l’enquête de terrain restent des compléments indispensables qui, croisées avec l’interprétation des données, permettent de dégager des choix et d’orienter le développement urbain, ou à défaut d’interroger les sources utiles pour rechercher les données manquantes.

#### Pourvoir échanger, croiser et recouper des données et des connaissances et les mettre en réseau

Certaines données peuvent être répétitives et être considérées comme des données de base, qui s’utilisent pour caractériser et différentier des territoires ou des catégories d’acteurs. Il n’existe pour le secteur urbain que peu de données qui soient utilisées par un seul utilisateur ; généralement les données urbaines sont utilisées et traitées par plusieurs afin d’élaborer des d’informations spécifiques dans leur champ de compétence.

Les raisons de multiplier les croisements et les échanges de données sont donc nombreuses  et ne peuvent être que bénéfiques. Il est, a priori, évident qu’on a tout intérêt à regrouper et partager les données urbaines, puisque le nombre des utilisateurs justifie une mutualisation des moyens et évite la multiplication du temps de circulation. La création de SIG et de base de données à un niveau central est donc à priori pertinente.

Tous les responsables urbains rencontrés en Haïti conviennent de l’intérêt du principe de partage et de la libre circulation des données et informations, pour peu que cette information soit fiable et que celui qui la produit s’y retrouve Les mêmes responsables conviennent de la même façon de l’utilité d’une harmonisation d’un système de suivi évaluation des opérations urbaines établi sur une base d’indicateurs reconnus par tous.

La théorie est simple, mais la mise en application de ces principes est plus compliquée. Les producteurs de données (qui peuvent en être aussi les utilisateurs) doivent se plier à des contraintes comme la mise en forme standard des données pour que celles-ci soient exploitables. **La difficulté principale en Haïti vient de l’absence de « référentiels communs » sur l’utilisation des données et sur la façon d’élaborer et de traiter des informations qui puissent être partagées**. Certes la législation apporte des points de repère, mais ceux-ci se trouvent en décalage avec la réalité des comportements ou des situations, ils n’apportent pas de solutions pour une mise en application. Un référentiel commun, au-delà de ce qui est purement un inventaire, se fonde sur une méthodologie  généralisable. Ainsi les Plans Communaux de Développement, dans la mesure où ils couvrent aujourd’hui une majorité de la population du pays et suivent un processus balisé[[10]](#footnote-10), constituent une première étape vers la planification. Ils peuvent être considérés comme un référentiel, même si celui-ci peut être amélioré. On peut concevoir d’autres référentiels communs correspondant aux étapes suivantes de la planification urbaine. Ceux-ci peuvent être affinés en fonction d’une typologie des situations urbaines correspondant à des états et formes urbaines caractéristiques.

#### Associer les différents types d’acteurs à des choix et prises de décision en matière de développement urbain.

Comme on l’a vu précédemment, l’utilisation des données et la production d’information sur le secteur urbain servent à l’élaboration de nombreux documents afin, notamment, d’orienter, de planifier, de réglementer l’usage des sols. Or les fonctions de planification et de réglementation, qui sont elles aussi partagées entre plusieurs acteurs de l’administration centrale et communale, ne peuvent servir de références communes que si elles sont comprises, interprétées et appliquées de la même façon par chacun des acteurs. Cette remarque s’applique notamment aux habitants et usagers de la ville. Comment pourraient-ils se sentir concernés s’ils ne sont pas impliqués aux principales étapes du processus conduisant à la décision et à la règlementation (diagnostic, programmation, planification, financement, mise en œuvre) ?

## Comment revaloriser la fonction de planification urbaine?

***Etablir une méthodologie de planification urbaine qui fasse******consensus. Connecter la planification urbaine aux usages et aux pratiques des habitants et usagers de la ville pour mieux faire reconnaître l’utilité de la réglementation urbaine.***

L’une des plus vives préoccupations exprimées, qui fait clairement consensus entre les institutions compétentes, est de pouvoir revaloriser la fonction de planification urbaine.

La demande exprimée est dans les TDR *d’optimiser l’impact des schémas d’aménagement*, *fluidifier leur compréhension au niveau des municipalités, orienter la gestion des permis de construire et des permis de lotir, améliorer la gestion des enjeux urbains au niveau de la Direction des Travaux Publics, appliquer les enseignements acquis des Schémas d’aménagement au niveau des quartiers à une échelle supérieure, etc.* Ces propositions supposent qu’il y ait une coordination/ supervision des lieux où s’élaborent les schémas et qu’un accord soit trouvé sur les contenus à mettre en application.

La planification urbaine peut se définir comme la tâche qui consiste à organiser la composition spatiale des différentes fonctions urbaines (habitat, équipement commerce, circulation, services etc.), de les localiser, les dimensionner, les combiner pour les agencer dans l’espace, en fonction d’une programmation et d’un ensemble de contraintes prédéfinies sur le plan économique, social et environnemental.

Plusieurs études ont tenté de reconstituer une cohérence au travers des textes et décrets existants dans la législation haïtienne, sans pouvoir conclure à une interprétation adaptée au contexte actuel qui soit claire et partagée par l’ensemble des acteurs[[11]](#footnote-11). La définition du mode de planification urbaine, et par voie de conséquence de la réglementation qui l’accompagne, constitue un moment essentiel dans le processus de développement des villes. Les commentaires les plus fréquents sur l’absence de maitrise du développement urbain se focalisent sur l’absence de respect de la réglementation. La déclaration de la règle, si elle ne s’accompagne pas d’une gestion active de l’information, de la communication, dans la conception et le suivi des actions, peut-elle suffire à sa mise en application? De fait les procédures et les mesures qui les accompagnent perdent progressivement de leur poids, faute d’efficacité dans leur mise en œuvre. Elles sont l’occasion de nombreux détournements qui remettent en cause leur fondement. La précision de l’information et la clarté de la communication deviennent des facteurs importants qu’il faut associer aux dispositifs et à la conduite des projets.

**La fonction de planification urbaine dans l’organisation institutionnelle occupe donc une place centrale** **pour :**

* **Rassembler les données utiles** pour concevoir un schéma d’aménagement. Cette tache peut se faire soit directement, soit par l’intermédiaire d’un prestataire ; dans ce dernier cas le commanditaire doit pouvoir préciser, suivant le contexte, les données qui pourront être déterminantes pour l’élaboration du schéma d’aménagement.
* **Redistribuer ces informations** auprès des usagers et des institutions qui assureront la gestion des directives et leur contrôle en s’appuyant sur une argumentation explicite.
* **Assurer le suivi** **et l’évaluation** des opérations pour en tirer des leçons et corriger, par itération, les dispositions et les mesures qui s’avèrent inefficaces.

Le programme PARAQ a fourni une première expérience de terrain pour esquisser une méthode de planification urbaine à partir des projets de réhabilitation de quartier[[12]](#footnote-12). Cette initiative constitue une avancée dans la recherche d’une valorisation de la fonction de planification. Limitée du fait qu’elle s’applique à des territoires urbains particuliers, elle a pourtant mis en évidence l’importance d’une concertation entre institutions qui a pris la forme d’un comité technique coordonné par le ST/CIAT, chargé de valider les schémas d’aménagement, comité qui a été largement apprécié par les opérateurs et les institutions.

Une autre initiative d’ordre plus théorique est en cours dans le cadre de la formation PAIFU/AGIR. Après une première phase de sessions destinées à analyser la complexité du phénomène urbain et l’imbrication des thématiques qui le composent. Les dernières sessions de formation ont été consacrées à l’élaboration avec les apprenants d’une méthode de planification urbaine qui s’inspire d’une expérience vécue au Burkina Faso par certains des formateurs. Elle part du constat de détournement des règlements, pour trouver les raisons qui pourraient modifier ce comportement. Le point de départ de cette démarche prend le contrepied du point de vue le plus souvent énoncé: Pourquoi les plans et les règlements d’urbanisme ne sont pas respectés ? On peut renverser la question : Quelles sont les raisons qui justifient le besoin d’établir des documents de planification ? Le travail de réflexion sur la méthode de planification s’effectue en partant d’une observation des pratiques des habitants et usagers dans l’espace urbain. Il vise en interrogeant les principaux intéressés, à dissocier ce qui est permissible de ce qui ne l’est pas, non pas au regard de la loi, mais par rapport à la réalité des pratiques. A partir d’une discussion sur la pertinence et la fiabilité des comportements il est possible de reconstituer une logique acceptable par tous. Entre le possible et l’interdit, des options intermédiaires peuvent être trouvées. Le travail de planification se trouve alors connecté à de véritables enjeux de développement pour le territoire concerné. Sa finalité reste la même : réglementer l’occupation des sols et ses usages. Mais le contenu de la réglementation et son besoin, sont eux établis à partir d’une argumentation explicite et partagée par les différents acteurs et son application devient alors pleinement justifiée. L’une des taches de la gestion de l’information sera de faire évoluer en fonction des contextes les dispositifs et les mesures règlementaires pour qu’ils s’adaptent aux conditions de la croissance urbaine.

C’est à partir des données collectées et la confrontation aux usages observés que peuvent s’effectuer des choix de planification dont l’application est rendue possible parce qu’elle est intelligible.

## Comment insérer la fonction de planification urbaine dans le dispositif institutionnel ?

***La planification urbaine ne peut devenir une fonction pleine et entière que si elle est dotée d’une expertise et de moyens à la hauteur de la tâche qu’elle a à remplir.***

Plusieurs institutions se trouvent impliquées au moins pour partie dans le processus :

* La Direction des Travaux Publics du MTPTC détient un service consacré à la planification urbaine : le Service de Planification Urbaine (SPU),
* Le ST/CIAT dispose d’une cellule Urbanisme et Habitat dont le rôle est de coordonner et superviser les activités en lien avec les Ministères notamment sur cette question,
* La Direction de l’Aménagement du Territoire, du Développement Local et Régional du MPCE a élaboré à son niveau des plans d’urbanisme, sous forme d’esquisses ou de schémas pour plusieurs villes de province et communes de la capitale,
* Certains opérateurs publics comme l’UCLBP exercent une fonction importante en termes d’aménagement urbain, bien au-delà des questions d’habitat,
* La DINEPA est amenée à concevoir certains schémas d’aménagement sur des territoires urbains qui ne sont pas planifiés,
* Certains maires ou groupements de communes peuvent entreprendre et concevoir des plans d’urbanisme puisque l’élaboration de ces documents fait partie de leur attribution.

Si on s’en tient aux textes, la DTP a une responsabilité majeure dans la conduite des opérations urbaines et en son sein le SPU détient une fonction principale puisqu’il « *établit les Schémas d’aménagement et les Plans directeurs pour les centres urbains et ruraux ; il établit les règlements d’urbanisme et les techniques de construction (…) »*.

L’attribution concernant les normes de construction, qui s’est particulièrement développée après le séisme, est maintenant portée par le Bureau Technique du Bâtiment (BTB). Le BTB, bien doté en personnel, est particulièrement actif au sein de la DTP mais ses attributions se limitent au bâti.

Parallèlement le Service du Génie urbain (SGU) couvre les domaines des infrastructures et de la voirie urbaine – dont l’essentiel concerne la zone métropolitaine. Ses fonctions partiellement dédiées à la conception et l’aménagement de nouveaux ouvrages, sont aussi consacrées pour une large part à la réhabilitation et à la gestion de l’existant. C’est aussi le cas du Service d’Entretien des Equipements Urbains et Ruraux (SEEUR) qui gère directement la collecte des déchets et l’entretien des drains.

Dans la réalité, le Service de la Planification Urbaine, dont l’effectif s’est peu à peu restreint par des départs successifs, est devenu le parent pauvre de la DTP. Il ne dispose plus que de cinq personnes dont deux responsables plus particulièrement actifs. L’une de ces deux personnes, assistée de collègues du BTB, s’occupe de l’instruction des permis de construire. Le SPU n’est pas en mesure de répondre à des besoins de planification urbaine dont les contours, comme on l’a vu, sont mal définis. Les analyses en cours montrent qu’aucune entité institutionnelle n’est aujourd’hui en capacité de répondre à cette question. Si les communes détiennent l’autorité publique de la réalisation des plans d’urbanisme, elles n’en ont pas les moyens. L’assistance technique dont elles ont besoin fait elle aussi défaut. L’écart entre les besoins et la capacité réelle d’expertise est important. Si pour chacun des acteurs des textes fixent et délimitent des attributions, celles-ci ne sont plus aujourd’hui clairement lisibles dans la pratique. Même si la compétence dont on a besoin peut être déléguée à des prestataires, elle doit être commanditée, coordonnée et supervisée. Or les moyens techniques et financiers, le statut des personnes et des institutions ne permettent pas de conduire de manière équilibrée la fonction de la planification urbaine.

L’insertion de la planification urbaine dans le dispositif institutionnel suppose un rééquilibrage des moyens affectés, tant au niveau central qu’au niveau local, à la hauteur de la fonction exercée.

## Comment mettre la déconcentration au service de la décentralisation ?

***Renforcer la capacité des agents territoriaux dont il faudra pérenniser le statut et le financement.***

L’une des préoccupations les plus marquées de la Direction des Collectivités Territoriales (DCT) est de pouvoir conforter l’autorité municipale dans son rôle de développeur, tout en lui assurant une capacité de réalisation qui lui fait aujourd’hui largement défaut.

L’échelon communal réunit l’essentiel des responsabilités de gouvernance urbaine et c’est à ce niveau que la DCT concentre une part des efforts pour développer les capacités municipales. Mais la délimitation du territoire communal cadre généralement mal avec celui de la ville. Dans le cas de la ZMPAP la ville couvre plusieurs communes, à l’opposé dans bien des communes, le chef-lieu, trop petit, est concurrencé par d’autres agglomérations du territoire de la commune. Dans un cas comme dans l’autre les capacités dont dispose la commune ne sont pas à la hauteur des besoins. Pour pallier ces déficits on observe que de plus en plus de communes se regroupent en intercommunalité et mutualisent des moyens afin de résoudre ce décalage d’échelle entre le territoire communal et la ville.

Les élus et le personnel technique municipal font ainsi partie des interlocuteurs avec lesquels le dialogue doit pouvoir s’engager, dialogue qui doit être encore conforté par une assistance technique et une gestion de l’information appropriées.

Plusieurs expériences ont été tentées depuis une dizaine d’années pour trouver une solution qui permettrait d’ancrer et de développer une expertise technique d’appui pour répondre aux diverses tâches que les communes doivent réaliser :

* La constitution d’Agences Techniques Locales (10 territoires - 7 sur la Métropole, 3 en Province, Jacmel, St Marc et Miragoane) du Programme PARLOQ, porté par UN Habitat,
* La formation d’ingénieurs municipaux (22, environ 2 par département) portée par le ST / CIAT,
* La formation et l’affectation de techniciens locaux placés à des postes clé dans le cadre des programmes d’intervention régionaux PINNE et PISUD portés par le MICT,
* Le programme AGIL (Programme d’appui à la gouvernance et à l’investissement local) est lui aussi un programme alimenté par un fonds d’investissements mais qui sert de cadre d’expérimentation à l’exercice d‘une maitrise d’ouvrage locale sur la réalisation d’équipements ou d’ouvrages ponctuels,
* Le programme LOKAL est plus particulièrement axé sur le renforcement des capacités municipales et de leurs recettes fiscales.

En définitive plusieurs questions se posent :

* A quelle échelle territoriale est-il plus pertinent de positionner l’appui technique ?
* Dans quel cadre administratif peut-il s’insérer ?
* Comment pérenniser le financement de ces postes ?
* De quelles informations les communes ont-elles principalement besoin pour développer leur territoire et exercer leur fonction de maitrise d’ouvrage urbaine au niveau local ?
* Dans quelle mesure cette fonction peut–elle être exercée en direct, indirectement, déléguée et/ou encadrée au niveau central ?

La décentralisation des pouvoirs au niveau communal, pour qu’elle puisse s’exercer, notamment en matière de planification urbaine, doit s’appuyer sur de nouveaux relais pour obtenir l’information dont elle a besoin, et au-delà pour commanditer les études, les plans ou les ouvrages, afin d’orienter les processus d’urbanisation en cours.

## Conclusion

L’ensemble des remarques établies à partir des questions exposées situe l’information sur l’urbain dans une réflexion plus large. Celle-ci ne peut être que concomitante à la conception des outils nécessaires à sa gestion.

La constitution d’une base documentaire renvoie nécessairement les différentes institutions impliquées à une définition commune de l’urbain et à une harmonisation sur le plan institutionnel des fonctions stratégiques, conceptuelles et opérationnelles du développement de ce secteur. Parmi les objectifs auxquels cette base devra répondre, la fonction de planification urbaine occupe une place centrale, car elle doit permettre d’orienter l’expansion des villes haïtiennes. La réflexion parallèle sur le choix d’une méthodologie appropriée qui s’applique aux démarches de planification pour les petites, moyennes ou grandes villes, doit permettre d’établir, sélectionner, classer et traiter les données utiles à cette fin. Les éléments constitutifs de cette base documentaire sont exposés dans le premier rapport qui propose des contenus en fonction des besoins des utilisateurs et/ou producteurs de données et soumet un cadre de gestion pour répondre aux obligations d’un partage et d’une circulation de l’information.

Par ailleurs la mise en place d’un cadre de suivi évaluation doit pouvoir s’appuyer aussi sur un ensemble d’informations, afin non seulement de suivre le déroulement des opérations mais aussi de mettre en évidence les éléments de connaissance utiles et éventuellement manquants pour justifier et orienter des choix en matière de développement urbain.

Base documentaire et système de suivi évaluation sont deux composants de la gestion de l’information sur l’urbain qui doit faire aussi appel à un référentiel méthodologique commun aux institutions pour la conduite des opérations et le montage de projets. Le deuxième rapport précise le cadre de la démarche de suivi évaluation suivant plusieurs niveaux allant de l’opérationnel au stratégique.

Ces deux rapports préfigurent le besoin d’une Base de Données Urbaines (BDU) beaucoup plus large, dont la vocation serait non seulement de collecter les données, mais aussi d’orienter les choix stratégiques et opérationnels à l’échelle du secteur et d’une politique urbaine pour Haïti.

# Rapport méthodologique proposant un cadre de suivi / évaluation du secteur urbain

## Résumé exécutif

### Un niveau opérationnel immédiat

Les projets PARAQ ont montré la nécessité d’un **cadre concerté et harmonisé de suivi des résultats** **des projets**. L’Union Européenne, partenaire financier de cette initiative a tenté de de mettre en place des indicateurs de suivi mais faute d’unicité de langage et de directives claires données aux opérateurs au démarrage de leur projet, cet exercice s’est révélé être très difficile voir peu fiable tant la diversité des définitions utilisées par chacun est forte.

A l’époque du PARAQ, le suivi était de faire en sorte que les opérateurs préalablement sélectionnés sur appel à projet[[13]](#footnote-13), puissent-être encadrés par l’administration centrale à défaut d’une maitrise d’ouvrage locale forte. Ainsi un Comité Technique a été mis sur pied en 2013 afin de garantir que l’élaboration des schémas suive les dispositions méthodologiques consignées dans le document « Réhabilitation de quartiers : Guide du Professionnel - les étapes de la planification urbaine »[[14]](#footnote-14). La validation du schéma d’aménagement étant une étape obligatoire (théoriquement) pour le démarrage des travaux.

Actuellement, la logique post-urgence qui a permis de poser les premières bases d’une vision stratégique du développement urbain en Haïti laisse la place à un besoin d’ancrage fort de cette méthodologie d’intervention au cœur de l’administration publique.

Les conclusions du rapport *« Etat des lieux institutionnel pour le secteur de l’aménagement urbain incluant l'habitat/logement et le développement urbain en Haïti[[15]](#footnote-15) »* insistent sur le besoin de *« Réactiver les fonctions clefs du Service de Planification Urbaine du MTPTC, autant sur la planification urbaine (élaboration et suivi des documents de vision de territoire) que sur la gestion urbaine (instruction des permis de lotir et de construire). »*

Ainsi, et suite aux différents entretiens réalisés avec les institutions nous proposons dans le cadre de ce rapport de regarder quelles pourraient être les activités de suivi à la portée du SPU, afin qu’il reprenne, petit à petit, son rôle de *« contrôle de la mise en œuvre de la planification urbaine »,* non seulement par le biais des permis de construire, mais aussi et surtout par le biais du suivi de la planification urbaine pour les 2 outils reconnus en planification urbaine, à savoir les schémas d’aménagement de quartier et les Plans Communaux de développement.

En l’absence de politique publique sur l’urbain, la reconstruction a été un laboratoire de la planification urbaine, principalement dans la zone métropolitaine de Port-au-Prince, tout en faisant émerger des dynamiques dans d’autres villes de province.

* **Cette analyse et ces propositions sont reprises dans le paragraphe *« Niveau 1 : le suivi opérationnel des projets, leçons tirées des projets PARAQ ».***

### Un niveau stratégique, à moyen terme pour alimenter une vision stratégique

Au cours des entretiens avec les différentes institutions rencontrées durant cette mission, le besoin d’un **cadre normé de référence de suivi du fait urbain est apparu**. Il s’agit, d’un point de vue opérationnel et d’après les éléments recueillis de :

* Faire converger les acteurs vers l’utilisation d’une terminologie commune : les acteurs utilisent parfois les mêmes termes, mais chacun en a sa propre définition, qui correspond à sa propre visée opérationnelle ;
* Identifier des indicateurs pertinents et objectivement vérifiables permettant d’alimenter les discussions sur la définition des politiques publiques/orientations stratégiques quant au développement urbain ou à des sous-secteurs clefs ;
* Etablir de fait des bases de données fiables nécessaires aux calculs des indicateurs, en compilant les données existantes, ou bien en complétant les données manquantes.

L’expression de ces besoins se rattache aux réflexions menées par différents pays / villes afin de suivre la mise en œuvre du 11ème Objectif du Millénaire pour le Développement (OMD), à savoir « améliorer sensiblement les conditions de vie des 100 millions d’habitants de bidonvilles d’ici à 2020 ».

Les discussions menées à ce jour avec les institutions du secteur, n’ont pas permis d’ancrer ces réflexions sur un territoire particulier : les institutions haïtiennes souhaitent-elles que cette démarche soit appliquée à tous territoires urbains d’Haïti ? Souhaitons-nous centrer cette démarche sur la Zone Métropolitaine de Port-au-Prince (ZMPP), sur une zone d’influence plus réduite mais à fort enjeux - par exemple Cap Haïtien ?

Le temps disponible dans le cadre de la prestation du PAIFU : Gestion de l’information urbaine ne permet pas d’aller très loin dans l’approfondissement des besoins, ni de l’usage souhaité, préalable indispensable à l’élaboration de la démarche de construction d’une base de données urbaine : Sommes-nous d’accord pour partager des informations ? Quelles informations seront utiles ? Que souhaitons-nous être : un simple récepteur/émetteur d’une information existante, un récepteur/producteur de données qui facilite la prise à la décision concernant les stratégies de développement urbain du pays ?

Néanmoins nous avons tenté de présenter dans le cadre de ce document, le déroulé logique de la méthodologie permettant la mise en place d’une Base de Données Urbaines (BDU) et d’un cadre de concertation/observatoire qui serait à même d’animer la collecte, l’analyse puis la diffusion des informations produites. Nous avons également illustré les différentes phases par des exemples tirés des expériences en la matière d’autres pays, en fonction des informations disponibles.

* ***Cette analyse et ces propositions méthodologiques sont reprises dans le paragraphe « Niveau 2 : un suivi qui alimente les discussions stratégiques sur l’urbain, vers une Base de Données Urbaines ».***

### Un niveau politico –institutionnel vers une politique nationale urbaine

Le 3ème besoin énoncé par les institutions rencontrées dans le cadre de la prestation, et plus spécifiquement par le ST/CIAT est d’identifier des indicateurs simples, sur le modèle des indicateurs mis en place dans le cadre du Fonds d’Investissements pour le Climat permettant de mesurer l’évolution du poids du secteur de l’Urbain dans les politiques publiques en Haïti (à différentes échelles). Cette demande s’éloigne cependant de la dimension opérationnelle ou stratégique énoncées plus haut.

* ***Bien qu’a la marge de la prestation, une ébauche de propositions concernant le suivi macro du secteur urbain est proposée dans le paragraphe « Niveau 3 : Définition de d’indicateurs clefs pour le développement urbain en Haïti »***

## Introduction – objectifs de la mission

*La conception d’un cadre de suivi évaluation telle que formulée dans les TDR, s’inscrit dans un cadre qui doit être concerté. La formalisation de ce cadre en un protocole d’accord, n’a cependant pas pu aboutir dans le 1er trimestre 2016. La démarche à suivre pour le consultant sera de maintenir le principe d’un dialogue sectoriel formulé dans les TDR, en proposant l’organisation effective d’un cadre de concertation in situ, et de partir des fonctions et responsabilités de chaque institution.*

La mission relative au suivi évaluation consiste à « poser les jalons d’un système basé sur une élaboration concertée avec une vision réaliste et évolutive ». Ainsi et pour répondre à cette demande, le consultant a réalisé 2 missions afin de rencontrer les parties prenantes du secteur pour :

* Délimiter l’objet du suivi-évaluation : l’urbain, qui est lui-même un concept non légalement défini en Haiti avec de nombreuses acceptations fonctionnelles, tel que souligné dans l’étude pour l’identification et la formulation du programme de développement urbain du 11ème FED[[16]](#footnote-16),
* Identifier le(s) type(s) de suivi-évaluation possible à mettre en place en tenant compte des ressources disponible au MTPTC,
* Identifier le(s) type(s) de suivi-évaluation possible à mettre en place en tenant compte des demandes des institutions concernées,
* Lier la réflexion sur cette thématique à celle entamée dans le cadre de la présente mission avec le volet Base documentaire et celle réalisée récemment sur les processus de capitalisation du PARAQ. Ces 3 approches - Base documentaire, suivi-évaluation et capitalisation constituant les 3 piliers d’une gestion de l’information cohérente.

La demande, telle que formulée dans les TdR est extrêmement vague et peut prêter à de multiples interprétations. Qui plus est, si le consensus entre le MTPTC, le MICT et le ST/CIAT sur les attentes était relativement claire au terme des projets du 10ième FED, il est beaucoup moins affirmé aujourd’hui à la veille d’un nouveau cycle de projets urbains, dans lequel d’autres partenaires ministériels pourraient être impliqués.

Le ST/CIAT et le MTPTC, seules institutions réellement interrogées sur le sujet, souhaiteraient la mise en place d’un suivi-évaluation à 2 échelles.

* Le premier très opérationnel, confirmerait :
	+ Un rôle de pilote au MTPTC au travers son Service de Planification urbaine (SPU).
	+ Un rôle de coordination au ST/CIAT.

Il s’agirait de définir un cadre de suivi qui s’articulerait au cycle de projet et qui imposerait aux opérateurs, bailleurs et institutions de tutelle, une démarche de remontée d’information régulière, harmonisée et « contraignante ».

* Le deuxième plus macro, permettrait quant à lui de suivre et d’évaluer les progrès d’Haïti dans le secteur de l’urbain et l’impact de ces projets, sur une série de thématiques préalablement définies. L’exemple serait ici celui du Fond d’investissement Climatique qui est composé de 2 indicateurs Pays et 3 indicateurs Projet.

Ainsi, au-delà des consultations, majoritairement bilatérales, qui se sont déroulées du 06 au 13 mars 2016 puis du 02 au 18 juin 2016, le consultant s’est attaché à analyser les différentes expériences de mise en place des bases de données urbaines qui constituent les prémices d’un système SSE[[17]](#footnote-17).

Enfin, la conception du cadre Suivi Evaluation (SSE) suppose d’attirer l’attention des différentes institutions sur le sens qu’elles entendent donner à l’évaluation à savoir : Quels sont les objectifs poursuivis par la mise en place d’un suivi-évaluation interinstitutionnel des projets urbains en Haïti ? Si ce travail a été amorcé dans le cadre de cette mission, il devra être poursuivi de manière participative avec les institutions haïtiennes car il n’a pour l’instant pas donné lieu à une entente sur l’ensemble du secteur. Cela s’explique par le fait que la mise en place d’un SSE dans le contexte institutionnel actuel de l’urbain en Haïti est prématuré[[18]](#footnote-18). Il est important que ce dernier soit mené de pair avec la définition des concepts et des méthodologies, axe de travail identifié comme prioritaire dans l’élaboration du 11ème FED.

## Niveau 1 : le suivi opérationnel des projets, leçons tirées des projets PARAQ

Le premier paragraphe présente les grandes étapes clefs nécessitant un suivi de la part de la puissance publique afin de s’assurer que les orientations prises sont en adéquation avec les stratégies urbaines définies, ou pour le cas d’Haïti esquissées.

Afin de le relier aux expériences existantes, nous avons fait l’exercice de raccrocher cette théorie à la pratique, au travers des projets de quartiers développés par le PARAQ, mais aussi d’un autre type de documents d’urbanisme majoritairement développé dans le cadre de la post-reconstruction à savoir : les Plans Communaux de Développement (PCD).

### Redessiner les contours du rôle du SPU dans le suivi de la planification territoriale

#### Quels sont les outils de planification urbaine en Haiti ?

Nous nous contenterons de regarder ici les 2 outils de planification correspondant à une échelle urbaine, et communément utilisés en Haïti, à savoir :

* **Les Plans Communaux de Développement**[[19]](#footnote-19), : Ils ont été initiés à la demande des bailleurs pour programmer le financements d’équipements et n’ont pas de réelle base institutionnelle. Cependant nous les retenons ici pour trois raisons :
	+ lls sont initiés par les municipalités,
	+ Ils constituent un premier niveau de planification même si celle –ci n’est pas spatialisée
	+ Bien que concernant aussi les territoires ruraux, ils permettent de couvrir des territoires urbains qui sont en pleine expansion (on peut rappeler en note bas de page que la distinction urbain/rural reste très confuse en Haïti)
* **Les Plans d’aménagement urbain ou plan d’aménagement de quartier[[20]](#footnote-20)** : ils sont élaborés à une échelle plus restreinte et validés par un Comité Technique lui composé de la Mairie, le MICT, le MTPTC, l’UCLBP et le CIAT, qui lui non plus n’a pas de base institutionnelle mais a fait ses preuves. Ils sont complétés par un plan programme qui correspond à un plan d’action opérationnel de la zone d’étude considérée.

L’analyse faite dans le cadre de l’état des lieux du secteur urbain en Haïti (10ème FED) montre que ces deux types de documents, à une échelle macro/commune ou micro/quartier, correspondent tous deux au développement d’une vision de territoire, souvent sur 10 à 20 ans, associé à un phasage de la mise en œuvre des actions prioritaires. Ils doivent en général être complétés par des documents d’urbanisme réglementaire, de type zonage de l’occupation des sols ou plans de lotissements, qui consistent en des dispositions normatives physiques plus détaillées.

En termes de compétence, c’est donc au sein des Municipalités (niveau politique) et du MTPTC/DTP (niveau technique et sectoriel) que se place le rôle des institutions sachant que le CIAT (niveau contrôle) assure un rôle de coordination et de supervision[[21]](#footnote-21).

 La période post-séisme a été l’occasion pour ces institutions de s’essayer à l’exercice, principalement dans un rôle d’encadrement plus que de conception directe: les 7 schémas directeurs de quartier réalisés par des ONG dans le cadre du PARAQ[[22]](#footnote-22) en sont un exemple marquant, mais on peut leur ajouter tous ceux développés par d’autres opérateurs (Martissant et Baillergeau, Carrefour-Feuilles, Villa Rosa, etc.). Certaines institutions ont cependant franchi le pas d’une réalisation en direct, comme la Mairie de Delmas qui réalise en ce moment son Schéma d’Aménagement Municipal (qui inclura les dispositions du schéma d’aménagement de la Croix Rouge Française réalisé sur Delmas 7/9/11/13) [[23]](#footnote-23).

#### Rappel du rôle du SPU dans la planification urbaine

Nous reprenons ici l’analyse faite en 2014, dans le cadre de l’état des lieux du secteur[[24]](#footnote-24) concernant les attributions du MTPTC en général et du SPU en particulier.

Il est actuellement régi par le décret du 18 octobre 1983 qui découle du cadre fixé par la loi du 6 septembre 1982 sur l’Administration publique nationale et par la loi du 3 novembre 1982 sur l’Aménagement du territoire.

Figure  : Disposition légales du Département du TPTC - source diagnostic FED





En théorie, le SPU est en charge de 4 compétences distinctes mais complémentaires, qui recoupent urbanisme réglementaire et urbanisme opérationnel :

1. L’édiction de normes en matière d’occupation physique du territoire urbain ;
2. La planification urbaine globale, par le biais de la réalisation de plans et schémas ;
3. Le contrôle de la mise en œuvre de cette planification urbaine, par le bais de l’approbation des permis de lotir et de construire ;
4. Le contrôle des constructions, par le biais d’une analyse de conformité aux normes urbaines.

Il est à noter que ces fonctions **ne sont pas clairement hiérarchisés (les autorisations de Permis de Construire devraient logiquement se situer après le travail de planification) et que les 3 dernières fonctions ont été conçues par le législateur comme étant toutes à réaliser en étroite collaboration avec la Municipalité**: le Ministère conseille techniquement et émet des avis, mais c’est la Municipalité qui adopte les plans, délivre les permis et sanctionne les atteintes aux normes.

Dans la pratique, le rôle du SPU se limite à 2 types d’activité, qui correspondent déjà à une vaste tache :

1. **L’élaboration de documents de planification urbaine**: depuis peu, on constate une réactivation des fonctions de planification urbaine du SPU**,** qui s’est initiée timidement avec l’implication du service sur les plans de référence de villes secondaires (notamment Hinche). En effet, le programme « Boucle Centre-Artibonite » financé par la Banque Mondiale et coordonné par le Secrétariat Exécutif du CIAT a associé le SPU à l’élaboration de ces plans. Cependant, les financements étant actuellement bloqués, les activités ont été interrompues[[25]](#footnote-25).
2. **L’analyse de demandes de permis de construire transmises par les Mairies**: l’instruction des permis de construire est une activité récurrente, mais minime par rapport à la loi[[26]](#footnote-26).

A termes, après interprétation de l’article 27, le rôle du SPU en matière de planification urbaine pourrait évoluer vers les activités suivantes. Ces propositions ont uniquement valeur d’hypothèses de travail ; la répartition des responsabilités entre le SPU d’une part et l’ensemble des protagonistes de l’urbain d’autre part dépassant largement l’objet de la mission :

* Valider les diagnostics et vérifier que les orientations de développement du territoire ont bien été prises en compte ;
* S’assurer que la sélection des actions prioritaires répond aux enjeux définis dans la stratégie et lancer les demandes de propositions pour la mise en œuvre des actions prioritaires (études complémentaires, faisabilités, mise en œuvre) ;
* Vérifier que l’injonction d’évaluation des projets a bien été respectée et que les recommandations sont bien prises en compte par les opérateurs de projet ;
* Rendre compte au ST/CIAT  et/ou à ce qui pourrait faire office de comité technique ;

Une partie des fonctions citées ci-dessus pourrait être déléguée à des ONG ou des bureaux d’études sous réserve d’un suivi effectif de la part du SPU, qui devra rester le « gardien » du respect des orientations et des stratégies de territoires qui ont été définies et validées.

Les 2 chapitres suivants présentent ce que pourrait être les rôles et responsabilités du SPU par rapport à ces 2 outils de planification, à savoir les PCD et les schémas d’aménagement urbain ou de quartier.

#### Dans les Plans Communaux de Développement

Aucune disposition n’est prise concernant un suivi de ces documents d’urbanisme, depuis leur conception jusqu’à leur exécution, par le MTPTC. L’ensemble de la démarche se fait localement avec l’appui des représentants du MPCE dans les sections communales. Ce suivi s’est compliqué ces dernières années avec l’absence de maires élus.

Par ailleurs, en termes de suivi de la démarche, celui-ci varie suivant les projets et les sources de financement. Cependant, 3 initiatives sont intéressantes et méritent d’être approfondies :

* **Initiative du MICT[[27]](#footnote-27)** :
	+ En 2013, la division collectivités territoriales du MICT a mis sur pied une vaste enquête téléphonique afin de constituer par département la liste des communes disposant d’un PCD, d’un Plan d’Investissement Municipal ou d’autres documents d’urbanisme. Ce document n’est plus à jour et contient peu de renseignement : absence de date de création, de l’horizon concerné par le plan, de la validation, de la nature du doc en lui-même, etc.
	+ Depuis le dernier trimestre 2015, 10 personnes de l’URC et de la direction collectivités territoriales, ont débuté une grande tournée terrain d’évaluation des capacités des municipalités. Durant cette évaluation, dont la méthodologie semble avoir été partagée avec le SPU, une section est consacrée à la planification urbaine (PCD, etc.) et aux moyens disponibles.
* **Initiative du MPCE** : Depuis 2008, avec actualisation en 2012, le MPCE a appuyé les communes dans l’élaboration de leur PDC. Ce sont les communes elles-mêmes qui lancent les TdR selon leur niveau de compréhension du Guide édité par le MPCE (2012). De manière générale, une fois que la commune termine son PCD, elle doit le transmettre au MPCE. Ce dernier émet un avis technique sur le contenu et la cohérence des orientations stratégiques annoncées par rapport au PSDH. Par ailleurs, le MPCE structure actuellement le Fond Local d’Aménagement du Territoire[[28]](#footnote-28) qui permettrait à termes de permettre de financer les projets prioritaires des communes. A noter que :
	+ L’intérêt des PCD est qu’ils permettent de conforter la maitrise d’ouvrage communale vis à vis de la loi et des citoyens et de donner une information sur les priorités d’investissements. Ces deux aspects apportent des informations utiles, mais le fait qu’il n’y ait pas de compétence forte qui les relaient au niveau de l’administration en termes de planification urbaine (donc spatiale) ne permet pas d’établir une continuité entre la planification stratégique (PCD) et la planification spatiale (PAEE)
	+ Ce fond permet uniquement de financer les projets du ressort des compétences communales, les autres projets devant quant à eux être financés par les ministères sectoriels.
* **Initiative MPCE/MICT sur financement PARLOQ, interrompue à la fin du projet** : Mise en place d’un comité de vérification de la qualité des PCD élaborés sous financement PARLOQ. Cette qualité est contrôlée au travers de la vérification de l’existence dans le PCD du diagnostic technique, du diagnostic participatif et que le plan programme traite bien de plusieurs thématiques.

Se pose alors la question du rôle du MTPTC et de son service de planification.

Dans un premier temps, une fois les responsabilités de chaque institution clarifiées autours des PCD, nos propositions seraient les suivantes :

Figure  : Etapes de travail proposées pour le suivi des PCD



Les chapitres suivants présentent plus en détail les 3 étapes proposées.

* **Etape 1** : Recueil auprès du MPCE de l’ensemble des PCD réalisés à ce jour, et mise place d’un mécanisme de communication entre la DTP et la DCT permettant aux conseils municipaux de signaler leur volonté de s’engager dans une démarche de planification , ou d’actualisation de leur PCD selon un processus proactif à préciser). Cela permettrait de mettre en place, en collaboration avec le MICT et le MPCE, une démarche de consultation / appui à la mise en place, dans les communes retardataires, d’une programmation prioritaire sur les questions de planification urbaine.
* **Etape 2** : Le SPU propose son appui pour l’élaboration d’un plan d’aménagement communal, en concertation avec le MPCE, également en charge de cette compétence. Le schéma d’Aménagement et son plan de zonage prolonge spatialement et opérationnellement la vision que la commune a inscrite dans son PCD.
	+ En régie directe si les compétences et les moyens humains sont disponibles localement,
	+ En aidant la commune à :
		- Evaluer le budget nécessaire à la réalisation d’un plan d’aménagement communal,
		- Rédiger les Dossiers d’Appel d’Offre pour le recrutement d’un prestataire en charge de définir le schéma d’aménagement ainsi que les plans d’investissement des actions prioritaires et/ou structurantes du territoire[[29]](#footnote-29).
	+ En appuyant les communes dans la vérification de la cohérence entre le PDC, les usages du sol et le plan d’investissement.
* **Etape 3** : La DTP travaille avec le MITC, MPCE et l’UCLBP pour reprendre les instructions Guide de l’Urbanisme Simplifié et Illustré GUSI qui reste aujourd’hui en deçà de la réalité urbaine et des pratiques à mettre en place[[30]](#footnote-30) pour en faire un vrai document de méthodologie de planification urbaine, le vulgariser au niveau des communes et des délégués départementaux, ainsi que de vérifier l’application des règlements d’urbanisme.

Cela signifie que l’ensemble des lois et règlements peut être révisés (rôle du ST/CIAT notamment) et que le SPU est en mesure d’en comprendre la portée. Cette étape doit être fortement accompagnée d’un renforcement des capacités du SPU.

Ces propositions montrent le besoin d’institutionnaliser des rencontres entre : le MTPTC (SPU), le MPCE et le MICT afin d’échanger régulièrement sur le nombre de PDC réalisés, de schémas d’aménagement à entreprendre ou déjà établis, et sur les projets résultant de la mise ne œuvre de ces documents d’urbanisme. Ces réunions pourraient faire l’objet d’un bref compte rendu chiffré, transmis au ST/CIAT pour information[[31]](#footnote-31).

*La fonction de suivi des Plans Communaux de Développement par le SPU est prématurée dans le contexte institutionnel actuel entourant l’élaboration des PCD. Ainsi, aucun outil particulier permettant l’opérationnalisation de ces étapes ne sera proposés dans le cadre de cette mission. Nous nous consacrerons à la présentation des outils de suivi des plans d’aménagement (cf. C.3.2.a)).*

#### Dans les plans d’aménagement urbain ou plan d’aménagement de quartier

Concernant les plans d’aménagement urbain ou de quartier, la place du SPU est plus visible bien qu’étroitement associée à la composition d’un comité technique de suivi des schémas d’aménagement, la supervision des travaux du comité revenant au ST/CIAT.

Pour mémoire, le Comité Technique est décrit comme suit : il s’agit d’ *« une structure mise en place pour assurer la révision technique des plans d’aménagement jusqu’à leur approbation par le Comité de Validation (CV). Les membres du Comité Technique sont des techniciens et professionnels des ministères et agences publiques, et assureront la révision technique des plans d’aménagement, à différent stade de leur élaboration. […] Remarque : le Comité Technique ne se substitue pas à la maitrise d’ouvrage ».* La mairie est responsable de la commande et la conduite de la planification, le MTPTC pour l’aide à la conception et l’appui à mise en œuvre du plan, la validation des travaux d’ingénierie, de voirie et la coordination avec la DINEPA, EDH et les autres opérateurs associés, l’UCLBP pour les questions de logement.

* **Suivi pré-validation du schéma d’aménagement** : Le Comité Technique a réuni, à une fréquence mensuelle jusqu’en juin 2014, des représentants de l’opérateur, du ST/CIAT (Cellule Urbanisme et Habitat), du MTPTC (SPU), du MICT, du MDE, de l’UCLBP, de la DINEPA et de la Mairie concernée. L’animation était assurée par le staff du Secrétariat Technique du CIAT : partage des documents, collecte des commentaires, organisation des réunions, rédaction des comptes rendus, etc. Cependant, le Comité Technique ne peut aujourd’hui exister sous sa forme initiale. Il s’agit de mettre en place une nouvelle génération de schéma d’aménagement et de passer de l’échelle du quartier à la ville, c’est-à-dire, inscrire les interventions de quartiers dans une planification plus large et intégré. Par ailleurs, le cadre législatif est susceptible d’évoluer dans les prochains mois[[32]](#footnote-32).
* **Suivi post-validation du schéma d’aménagement** : Une fois les schémas d’aménagement présentés au comité de validation, aucun mécanisme de suivi n’a été réfléchi afin de poursuivre la démarche pour replacer la puissance publique au sein d’un mécanisme de suivi et d’orientation des travaux des ONG. Il en résulte que certaines interventions jugées prioritaires dans les schémas d’aménagement n’ont pas vu le jour. Elles se sont réduites à de petites activités, parfois par manque de financement mais aussi suivant une attitude pragmatique des opérateurs, limité par le temps, et parfois éloignée d’une réflexion sur le caractère structurant des projets[[33]](#footnote-33). Par ailleurs, une réflexion doit aussi être menée sur le suivi à plus long terme de la mise en œuvre des schémas d’aménagement, car au-delà des premiers projets réalisés par les ONG, le schéma d’aménagement et son plan programme doit demeurer une source d’orientations de développement pour tous les acteurs publics.

Ainsi, les réflexions autours de la place du SPU dans le processus de planification urbaine, d’élaboration et/ou de suivi des schémas d’aménagement doit tenir compte :

* de l’expérience du PARAQ et tirer les leçons de cette 1ère phase de mise en œuvre, intervenue dans une situation singulière de post-urgence,
* de la nécessité de ré-ancrer la maitrise d’ouvrage au cœur de l’administration publique (locale et/ou centrale).

Bien que les compétences tendent à se solidifier avec divers programmes de formation, force est de constater que pour l’instant les compétences du SPU et les moyens humains disponibles ne permettent pas de travailler sur tous les aspects en régie. Nos propositions sont donc dans un premier temps proportionnées à ces contraintes. Elles permettent de replacer le SPU au cœur des discussions inter-institutions et en font un acteur incontournable pour connaitre l’état d’avancement des schémas d’aménagement. Il est entendu que ce suivi ne se substitue par au suivi opérationnel sectoriel réalisé par les institutions en fonction de leurs prérogatives, à leur échelle territoriale, niau rôle de maitrise d’ouvrage en lieu et place des mairies.

Figure  : Listing des phases clefs et du rôle du SPU dans l’encadrement de la production des Schémas d’Aménagement urbain ou de quartier[[34]](#footnote-34)

| Phases Clefs | Rôle du SPU |
| --- | --- |
| Conception du schéma d’aménagement | Dans le passé : le rôle du SPU se limitait à un rôle de participation au comité technique qui n’était pas formalisé et de suivi, à la demande, des opérations urbaines (infrastructures notamment) Dans les nouveaux programmes : le SPU est moteur de la conception du schéma d’aménagement* soit par la réalisation du document en régie directe (non souhaitable),
* soit par la rédaction des TdR / demandes de propositions permettant le recrutement d’un prestataire sur appel d’offre et par l’encadrement et la validation de la prestation,

Par ailleurs, * Il s’assure que le prestataire a pris connaissance des documents d’urbanisme supra-local et qu’il a à sa disposition l’ensemble des éléments normatifs lui permettant de s’aligner aux lois et normes en vigueur,
* Il s’assure de la prise en compte des recommandations formulées par le comité technique,

NB : la constitution d’un comité technique ad-hoc permet de maintenir un dialogue interinstitutionnel. La fréquence des réunions est à définir en fonction du volume de schéma d’aménagement prévu.Le rôle du SPU serait alors de participer à ces comités techniques de suivi et de solliciter des comités exceptionnels ad-hoc pour la validation technique des documents.  |
| Validation du schéma d’aménagement | Dans le passé : Le SPU participait aux validations sans que son rôle soit clairement formalisé.Dans les nouveaux programmes : le SPU sollicite la tenue d’un comité de validation stratégique du document, distinct du comité technique. Ce dernier serait un comité de pilotage interinstitutionnel qui définirait les stratégies de territoire et vérifierait la cohérence des documents proposés par le comité technique. En outre, le comité technique peut présenter une note de synthèse du schéma d’aménagement pour en faciliter l’adoption et avoir un rôle de facilitateur des débats lors des comités de pilotage. * Il met à jour le fichier de suivi des documents d’urbanisme[[35]](#footnote-35), en indiquant si le décret municipal est adopté et si la publication au Moniteur est effective
* Il joue un rôle de facilitateur pour l’adoption du décret et sa publication au Moniteur
 |
| Mise en œuvre du schéma d’aménagement | Dans le passé : Absence de dispositif de suiviDans les nouveaux programmes : le SPU est garant de la conformité des passations de marché en lien avec les schémas d’aménagement validés.Elaboration des appels d’offres : le SPU pourrait être consulté par les institutions/bailleurs lors de l’élaboration des appels d’offres pour la mise en œuvre des schémas d’aménagement. Lors de cette consultation le SPU :* donnerait son avis quant à la pertinence des projets sélectionnés, leur cohérence au regard de la stratégie globale définie et par rapport à d’autres initiatives en cours ;
* définirait un cadre minimum pour le suivi du projet. En coordination avec l’institution en charge du projet, il vérifierait que :
* les étapes clefs du projet fassent l’objet d’une validation par le comité technique ad-hoc,
* les TdR précisent la terminologie communément acceptée,
* les TdR précisent les procédures Evaluatives exigées et les indicateurs à suivre a minima et les données à transmettre,

Attribution du marché et démarrage des activités : le SPU pourrait être un passage obligé[[36]](#footnote-36) dans le circuit de validation des projets issus des schémas d’aménagement que tout opérateur souhaiterait mettre en œuvre. Sans l’aval du SPU, les interventions ne seraient pas autorisées (cf. NB2). Lors de ce passage, un certain nombre d’activités permettraient de s’assurer d’une information continue du SPU sur le travail envisagé et réalisé.* Elaboration d’une check-list permettant de garantir le respect de certaines étapes, dispositions essentielles à l’harmonisation des informations transmises ;
* Remplissage du tableau de suivi de projet ;

NB : Il est important que le SPU ne se substitue pas à la maitrise d’ouvrage communale, qui plus est dans la ZMPP.NB2 : Cette action doit avoir une portée limitée telle que celle que pourrait avoir un visa de conformité au schéma d’aménagement (c’est à dire une analyse juridico-technique dont le résultat serait : « *le bureau s’est présenté au SPU, la proposition est conforme aux orientations (ou non conforme et dire en quoi) et nous en prenons bonne note* ». Cette action serait à mener en parallèle de l’instruction du projet par exemple ou des études de faisabilité + prescriptions/recommandations à prendre en compte dans la définition du projet. |
| Actualisation du schéma d’aménagement | Périodiquement les schémas d’aménagement devront être réactualisés, en fonction des résultats obtenus dans le cadre des projets, des données récoltées, de l’avancement des travaux et de l’évolution des indicateurs. Un schéma d’aménagement est pour l’instant un instrument rigide et défini sur le temps long. La périodicité d’actualisation est de plus ou moins 10 ans. Mais elle doit pouvoir s’adapter aux contextes et aux nouvelles méthodologies qui pourront voir le jour dans le secteur de la production de l’urbain.Cependant, en fonction de l’avancement des différents projets issus des orientations des schémas, les plans d’investissements prioritaires évolueront, quant à eux, plus rapidement. Il sera donc nécessaire de revoir les priorités d’investissements de façon plus régulière en fonction des avancées, des résultats obtenus et de l’évolution des indicateurs de projet. Dans le passé : Absence de dispositif de suiviDans les nouveaux programmes : Accompagner techniquement les mairies à faire le suivi des actions prioritaires mises en œuvre, le degré de réalisation et de pertinence du plan d’investissements en cours et à la prise de décision d’actualiser le plan d’investissement en fonction des (nouveaux) enjeux du territoire.Ces évolutions devront être documentées, afin de garder une mémoire, un historique de l’évolution des priorités de la commune. |

#### Dans les autres projets de planification urbaine ?

Tel que le montre le tableau précédent, le travail sur la planification urbaine bien que faisant parti des prérogatives du SPU n’est pas effectif. Il convient de regarder en interne quelles seraient les ressources humaines formées capables d’assurer l’encadrement de la production des documents de planification (PCD, schéma d’aménagement). Une fois son rôle bien assis sur ces 2 documents, il sera possible d’étendre les attributions -même légères - aux autres outils de planification existantes.

Toutefois au regard du peu de communication existant et de la multitude des bailleurs/opérateurs intervenant sur la planification urbaine, il n’est pas réaliste d’étendre aujourd’hui les fonctions du SPU au-delà des 2 documents cités ci-dessus.

### Suivi de l’avancement des projets

Le chapitre précédent présente le rôle et les fonctions qui pourraient être celles du SPU dans l’encadrement de la production des documents de planification et de leur actualisation. Les paragraphes suivants présentent quant à eux les outils que pourraient utiliser le SPU. Ces outils ont été élaborés conjointement avec le MTPTC lors qu’une séance conjointe le 9 novembre 2016.

#### Quels outils pour le SPU ?

Le tableau ci-dessous reprend phase par phase les outils de suivi proposés par la mission. Ils concernent exclusivement les Schémas d’Aménagement (5 outils).

Figure  : Liste synthétique des outils proposés

| Phases Clefs | Outils proposés |
| --- | --- |
| Schéma d’aménagement urbain ou de quartier |
| Conception et validation du schéma d’aménagement | O1 - Répertoire des institutions ressources : où trouver l’information ?O2 - Répertoire des documents disponiblesO3 : Listing des Schémas d’AménagementO4 : Document de suivi de la conception des schémas d’aménagement |
| Mise en œuvre du schéma d’aménagement | O5 - Listing des actions prioritaires identifiées dans le cadre des schémas d’aménagement et suiviO6 - Listing des actions réalisées dans les schémas d’aménagement |
| Actualisation du schéma d’aménagement | Actualisation des outils de suivi de projet |

Les paragraphes suivant détaillent les outils proposés : protocole de mise en place et modèle proposés.

#### O1 - Répertoire des institutions ressources : où trouver l’information ?

Ce répertoire est essentiel. Il a partiellement était débuté en 2016 lors de l’étude pour l'identification et la formulation du programme de développement urbain du 11ème FED (Page 85 et suivant). Le rapport sur la revue documentaire a poursuivi ce travail par l’identification des différentes institutions productrices de données et l’identification du type de données disponibles. Cependant ce travail devra nécessairement être complété en parallèle de la mise en place d’une Base de Données Urbaines (cf.2 - Diagnostic préalable : analyse technique des besoins et choix).

Il est important que ce répertoire soit facilement accessible pour chaque opérateur devant intervenir sur le territoire.

Dans un premier temps nous proposons que ce répertoire soit exclusivement consacré aux Schémas d’aménagement de quartier financés par l’Union Européenne. S’il le juge utile et en fonction de l’évolution de son rôle le SPU pourra adapter l’outil en fonction de ses besoins. Le modèle élaboré avec le MTPTC est le suivant :

Figure  : Répertoire des personnes référentes



Les informations concernant la mise à jour du fichier est importante au regard du turn-over des équipes opérationnelles en Haiti.

#### O2 - Répertoire des documents disponibles

Ce répertoire est en réalité la base documentaire sur laquelle travaille a DTP. Il n’est pas détaillé dans le cadre de ce rapport mais fait l’objet d’une note séparée.

#### O3 : Listing des Schémas d’Aménagement

Ce travail a d’ores et déjà été amorcé dans le cadre du travail de la préparation du 11ème FED. Il regroupe l’ensemble des documents d’urbanisme élaboré par les communes. Cet état des lieux est récent, cependant, une vérification de son exhaustivité est à faire.

Où aller chercher l’information : Le SPU doit réaliser ce travail en étroite relation avec les équipes du MICT, qui comme énoncé plus haut sont en train de réaliser un inventaire des capacités des communes et traitent de cette thématique.

Le tableau ci-dessous présente un extrait du listing par département des documents d’urbanisme (schéma d’aménagement et PCD) produit et de leur statut. La totalité du listing est présenté en annexe 1.

Figure  : Extrait du listing des documents d’urbanisme identifiés dans le cadre du diagnostic 11ème FED - Mars 2016 et modifié pour les besoins du SPU

| **Département** | **Arrondissement** | **Commune** | **Titre** | **Statut** | **Date (considérer après 2010)** | **Auteur (opérateur)** | **Financement** |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| Ouest | Esquisse de schéma d'aménagement pour la zone métropolitaine de Port-au-Prince (ce territoire comprend les 15 communes situées dans les 3 arrondissements de Port-au-Prince, Croix-des-Bouquets et de l’Arcahaie) | En attente de validation | 2013 | IBI DAA | FRH (PARLOQ) |
| Port-au-Prince | Port-au-Prince | Plan communal de développement | Pas encore de validation municipale | 2015 | ATL/Groupe Trame | PARLOQ |
| Schéma d'aménagement de la ZAC de Martissant | Validé CoPil programme | 2012 | FOKAL/ACT Consultants (France) / LGL (Haïti) | AFD (AIQIP) / UE (PARAQ) |
| Schéma d'aménagement du quartier de Baillergeau | Validé CoPil programme | 2012 | FOKAL/GRET/ACT Consultants (France) / LGL (Haïti) | AFD (AIQIP) / UE (PARAQ) |
| Schéma d'aménagement de Campèche | Validé Copil puis Comité Technique Interministériel | 2013 | ACT/LGL puis WE(Espagne)/SPORA(Espagne)/LGL | Croix Rouge Américaine (LAMIKA) |
| Schéma d'aménagement de Carrefour Feuille | processus validation géré par BM-PAD (pas d'acceptation du produit final) | 2013 | WE/SPORA/LGL | Banque Mondiale (PRODEPUR-Habitat) |
| Schéma d'aménagement du quartier de Christ-Roi | Validé Comité Technique Interministériel | 2013 | Solidarités International/ Fondation Architectes de l'Urgence | UE (PARAQ) |
| Schéma d'aménagement du quartier de Grand Ravine | Validé Comité Technique Interministériel | 2014 | Concern/ Architecture for Humanity  | UE (PARAQ) |
| Carrefour | Schéma d'aménagement des quartiers de Ti-Sous, La Grenade et Sapotille | Validé Comité Technique Interministériel | 2014 | Concern/ Fondation Architectes de l'Urgence | UE (PARAQ) |
| Delmas | Schéma d'aménagement des quartiers de Delmas 7, 9, 11 et 13 | Validé sous réserves par le Comité Technique Interministériel | 2014 | Croix Rouge Française/ Croix Rouge Haïtienne | UE (PARAQ) |
| Croix-des-Bouquets | Croix-des-Bouquets | Plan de développement urbain de la Croix des Bouquets | ? | 2011 | TGC INTERNATIONAL/Sodade (Haïti) | USAID |
| Schéma directeur d'aménagement et Plan d'action opérationnel d'urbanisme de la zone de Canaan  | Non | 2012 puis 2014 | IBI-DAA / Sodade (Haïti) | Trésor Public |
| Arcahaie | Cabaret | Plan d'urbanisme pour Titanyen et étude de l'aménagement du Carrefour Titanyen | Marché en cours d'attribution | 2016 | ? | Banque Mondiale |
| Léogâne | Esquisse de schéma d’aménagement de l'arrondissement de Léogâne | En attente de validation | 2013 | IBI DAA | FRH (PARLOQ) |
| Léogâne | Plan communal de développement et Plan d’Urbanisme pour la Ville de Léogane et sa région périurbaine | FAES (remis à la Mairie) | 2012 | FAES/Sodade (Haïti) | Trésor Public (Programme RELEO/Reconstruction de Léogâne co-financé par la KfW) |
| Esquisse de plan d'urbanisme pour la ville | En attente de validation | 2013 | IBI DAA | FRH (PARLOQ) |
| Petit-Goâve | Plan d'urbanisme sommaire (PUS) + Plan d'investissement associé | Validé par arrêté par Conseil municipal et transmit à l'Etat Central pour validation  | 2012 | DATIP | Fédération canadienne des municipalités |
| Esquisse de plan d'urbanisme pour la ville | En attente de validation | 2013 | IBI DAA | FRH (PARLOQ) |
| Schéma d'aménagement des quartiers du Centre-Ville et de Fort Liberté | Validé Comité Technique Interministériel | 2014 | Welthungerhilfe | UE (PARAQ) |
| Grand-Goâve | Plan d'urbanisme sommaire (PUS) + Plan d'investissement associé | Validé par arrêté par Conseil municipal et transmit à l'Etat Central pour validation  | 2012 | DATIP | Fédération canadienne des municipalités |
| Esquisse de plan d'urbanisme pour la ville | Validé | 2013 | IBI DAA | FRH (PARLOQ) |
| Centre | Hinche | Hinche | Plan d’Aménagement, d’Embellissement et d’Extension de la Ville (PAEEV) + Plan programme pluriannuel d’investissement | Marché en cours d'attribution | 2016 | ? | Banque Mondiale |
| Mirebalais | Mirebalais | Plan d’Aménagement, d’Embellissement et d’Extension de la Ville (PAEEV) + Plan programme pluriannuel d’investissement | Marché en cours d'attribution | 2016 | ? | Banque Mondiale |
| Saut-d'Eau | Plan d’Aménagement, d’Embellissement et d’Extension de la Ville (PAEEV) + Plan programme pluriannuel d’investissement | Marché en cours d'attribution | 2016 | ? | Banque Mondiale |
| Artibonite | Marmelade | Saint-Michel-de-l'Attalaye | Plan d’Aménagement, d’Embellissement et d’Extension de la Ville (PAEEV) + Plan programme pluriannuel d’investissement | Marché en cours d'attribution | 2016 | ? | Banque Mondiale |
| Saint-Marc | Saint-Marc | Plan d’Aménagement, d’Embellissement et d’Extension de la Ville (PAEEV) + Plan programme pluriannuel d’investissement | Validé | 2013 | IBI DAA | FRH (PARLOQ) |
| Nord | Esquisse de schéma d'aménagement du pôle de Cap-Haïtien (ce territoire comprend les arrondissements d’Acul-du-Nord et de Cap-Haïtien) | En attente de validation | 2013 | IBI DAA | FRH (PARLOQ) |
| Cap-Haïtien | Cap-Haitien | Urban and Infrastructure Development Plan | En cours de réalisation | 2016 | Consortium Genser / AC&A / HR&A / Global Communities | BID (ESCI) |
| Saint-Raphaël | Saint-Raphaël | Plan d’Aménagement, d’Embellissement et d’Extension de la Ville (PAEEV) + Plan programme pluriannuel d’investissement | Marché en cours d'attribution | 2016 | ? | Banque Mondiale |

Les cellules en rouge concernent des documents d’urbanisme que pourraient également suivre le SPU, mais qui ne sont pas spécifiquement des schémas d’aménagement tel qu’entendu dans le cadre du PARAQ. Le fichier Excel sera également transmis au SPU pour futur utilisation.

#### O4 : Document de suivi de la conception des schémas d’aménagement

Cependant, ce listing en cet état état apporte une information brute. Afin d’en faire un véritable outil de suivi nous proposons que le SPU puisse le transformer sous un format plus complet proposé à la Figure 5. Les informations supplémentaires collectées permettent de se faire une idée plus précise des documents et incitent le SPU à s’informer (= lire) sur les schémas d’aménagement produit à ce jour.

Ce travail demande de la patience et de la persévérance mais permettra au SPU, de se familiariser avec les approches et de petit à petit de se faire un référentiel quant à la qualité des documents produits. La production de fiches projet harmonisées dans le corps du schéma d’aménagement, et composées des informations nécessaires pour compléter ce fichier seraient un vrai plus. Les opérateurs pourraient être orientés dans ce sens dès l’appel à proposition, puis lors de la présentation du schéma d’aménagement au Comité technique (vérification que les informations demandées dans le fichier de suivi sont bien présentes dans le document).

Au fur et à mesure des lectures, le SPU sera également renforcé dans sa légitimité à intervenir, à conseiller, ou bien encore encadrer la production de tels documents. Un cadrage plus précis des taches pourra être établi lorsque que la méthodologie de planification sera mieux définie collectivement. C’est l’objet de la troisième commande du PAIFU, non réalisée pour l’instant qui pourra être par ailleurs croisée avec la capitalisation de la formation AGIR PAIFU. Il conviendrait de le coupler à un coaching / une formation permettant au SPU d’appréhender la théorie de ces mécanismes.

|  |
| --- |
| Le programme de formation du PAIFU mené par l’association AGIR abcd s’adresse à 28 participants cadres et techniciens agissant au niveau central ou local dans le développement urbain. Il a débuté en octobre 2015 et doit se terminer en fin 2016. La détermination d’une démarche de planification urbaine occupe une place centrale dans la trame de la formation. Des éléments de méthode ont été exposés lors d’une restitution intermédiaire du programme en juin 2016 : *« Quels sont les besoins de planifier ? Trop souvent les documents de planification restent scellés dans un bureau. … Personne n’y a accès et les dispositions qu’ils préconisent ne sont pas appliquées alors que la fonction première d’un document de planification est sa diffusion […] Ce n’est pas le document en soit qui est l’essentiel, mais la démarche qui conduit à sa réalisation […] On peut remarquer que certaines pratiques sont incompatibles avec une localisation en milieu urbain, que pour d’autres pratiques, c’est la manière de les effectuer qui manque de discipline ou d’adaptation au milieu urbain et certaines sont inattendues mais astucieuses. Les pratiques si on prend le temps de les documenter et de les observer, peuvent être ainsi traitées suivant trois types de préconisations : à éradiquer, à discipliner, à promouvoir ».**Extrait du compte rendu de la session 6 de la formation PAIFU AGIR abcd.* L’application d’une démarche fondée sur une explication du besoin de planifier est en cours. Il encore trop tôt pour en tirer des conclusions car cette démarche doit aussi être expérimentée en situation réelle. C’est l’objet des sessions de formation des sessions de septembre et novembre 2016 dans lesquelles un temps de réflexion sera ménagé au terme de la formation pour la production d’un fascicule de capitalisation. Les éléments de capitalisation, associés aux travaux sur le cadrage méthodologique en planification urbaine pourront ainsi se référer à des indications plus précises dans la conduite du processus de planification urbaine.  |

La figure suivante présente le document dans son ensemble, et les paragraphes suivants décrivent chacune des zones.

Figure  : Document de suivi de la conception des schémas d’aménagement - présentation générale



**3**

**4**

**2**

**1**

Dans le tableau ci-dessus, chaque ligne de la zone 1 correspond à 1 schéma d’aménagement. Il sera donc nécessaire de reproduire cette mise en forme autant que cela est nécessaire. Le tableau ci-dessous présente le détail de chacune des 6 zones indiquées à la Figure 7.

Figure  : Document de suivi de la conception des schémas d’aménagement - présentation détaillée

| **# zone** | **Présentation de la zone** | **Contenu** |
| --- | --- | --- |
| **1** |  | La zone 1 reprend les principaux éléments généraux du schéma d’aménagement à savoir la localisation (lien direct Excel avec le listing mentionné plus haut).Dans la catégorie « opérateur », nous proposons de remettre ici le nom de la structure. Cette partie et à lire en relation avec le listing des personnes ressource. Des colonnes peuvent être complétées en cas de partenariat plus important.Puis il est important de reporter ici la date de signature du contrat et la date prévisionnelle de validation (=délai d’élaboration) du schéma d’aménagement afin de pouvoir réaliser, plus tard, certaines statistiques relative aux délais de conception. |
| **2** |  | La seconde zone propose de synthétiser les conclusions émises lors du 1er passage du document devant le comité technique. Les propositions sont d’indiquer la date de la rencontre, l’objet précis (présentation du diagnostic, recadrage, etc.), puis de lister les principales remarques formulées à l’opérateur par le comité technique. Elles serviront au suivi de la conception des schémas d’aménagement. Ainsi, la formulation doit être simple mais compréhensible de tous pour faciliter le suivi lors des prochains Comités Techniques |
| **3** |  | La 3ème zone est liée à la précédente la première partie est consacrée au suivi des recommandations formulées lors du précédent comité de suivi : la recommandation a-t-elle été prise en compte (totalement, partiellement), si oui de quelle manière, est-ce satisfaisant ?Puis tout comme la zone 2, la date, l’objet et les recommandations émises à l’issue du 2ème comité de suivi.Il en va de même pour l’ensemble des autres comités suivant, quel qu’en soit leur nombre[[37]](#footnote-37).  |
| **4** |  | La dernière zone permet de visualiser la phase de clôture (= validation) du schéma d’aménagement. Nous avons proposé d’y indiquer les 2 dates de validation :* Validation par le comité de suivi (validation des commentaires)
* Validation par le comité de validation

L’avant dernière colonne du fichier permet de réaliser le suivi de la publication du schéma au journal officiel. Enfin la dernière colonne est laissée en commentaires libres mais permet de formuler des commentaires par rapport au processus d’élaboration puis de validation du schéma considéré : quels seront les points d’attention pour le futur, etc. |

Les éléments suivis dans le cadre de ce tableau doivent être discutés entre le MPCE, le MPTC et le ST/CIAT afin que les informations collectées permettent :

* d’enrichir la réflexion sur les guides à produire,
* d’identifier les lacunes des communes afin de dimensionner le renforcement de capacité à mettre en place,
* de nourrir le suivi du secteur, qui est l’une des attributions du ST/CIAT

A termes et en fonction de la capacité d’actualisation du document, il peut être envisagé de le retravailler, de transformer ces informations en indicateurs géo-spatialisé et de les afficher tel un tableau de bord sur le site internet du SPU (exemple REZO Build-Change ou autre)

#### O5 - Listing des actions prioritaires identifiées dans le cadre des schémas d’aménagement et suivi

Un autre outil intéressant à mettre en place pour assoir le rôle d’encadrement et d’orientation (=pilote) du SPU sur la production de l’urbain serait la mise en place d’un listing des actions prioritaires identifiées dans le cadre des schémas d’aménagement. Cet outil devrait permettre de faire un suivi, sur l’ensemble du pays, de l’ensemble des schémas d’aménagement produits quel que soit le mode de financement (Union Européenne, Banque Mondiale, Agence Française de Développement).

Cependant au regard du peu de ressources disponibles, nous proposons que ce travail se fasse de manière pilote sur les anciens schémas du PARAQ dans un esprit de capitalisation, puis que ce travail soit préparé en année 2 pour le suivi des actions prioritaires des schémas d’aménagement prévu pour la boucle Centre Artibonite, la région Sud et Canaan dans la Région Métropolitaine de Port-au-Prince.

Le contenu du tableau de suivi pourrait être tel que proposé dans le tableau ci-dessous, mais peut faire l’objet de modification en fonction des besoins exprimés et de la prise de recul qu’il sera nécessaire d’avoir après l’utilisation de l’outil lors du suivi (à postériori) des actions prioritaires des schémas d’aménagement du PARAQ.

Figure  : Listing des actions prioritaires des schémas d’aménagement



Cet outil reprends des données essentielles pour le suivi telles que :

* **La localisation administrative** : Département, Commune, Quartier (ou limite du territoire considéré)
* **La thématique concernée** : il est important que les thématiques soient harmonisées en fonction des projets pour ensuite traiter l’information (ex : % de projets prévus portant sur l’aménagement des ravines, % de projets réalisés portant sur l’aménagement des ravines);
* **Les orientations stratégiques suivies par le projet**: là encore il sera essentiel de définir les 5 ou 6 orientations que l’on retrouve dans les schémas d’aménagement. Ici à titre d’exemple nous avons mis l’accessibilité, la salubrité, l’attractivité et la sécurité du quartier,
* **Les informations sur le projet :** Nom du projet principal, nom des sous-interventions/actions identifiées, identification si ces actions font partie du schéma initial ou sont des actions complémentaires. Logiquement à cette étape toutes les actions identifiées le sont dans le cadre des schémas d’aménagement. Cependant il peut arriver qu’au fur et à mesure des interventions dans un quartier, d’autres interventions non-planifiées soient réalisées, année de l’identification de l’action, temps de l’action (certaines actions peuvent être conditionnées à la réalisation d’autres actions : ainsi, est-ce une action prévue à court moyen ou long terme ? D’autre part cette information est importante pour pouvoir réaliser un suivi des actions dans le quartier.)
* **Les résultats attendus** : cela permettra durant le suivi de voir si les résultats, l’impact de l’action sur le terrain sont globalement conforment à ce qui avait été attendu ainsi que si ce projet est sélectionné dans la mise en œuvre du schéma sur le terrain.

Nous proposons ici cet outil qui pourrait être enrichi au fur et à mesure lors des évaluations mi-parcours/finales mis en place dans le cadre des schémas d’aménagement ou via les réunions des Comités Techniques si ces dernières sont ré-instituées (cela permet une actualisation suivie qu’au travers de simples processus évaluatifs). Par exemple concernant les projets PARAQ ce fichier aurait pu être un résultat de l’évaluation (impact, résultats) et/ou du rapport de capitalisation : qui a fait quoi où.

Notons également que cet outil ne peut pas exister seul, il doit forcément être couplé avec l’outil O5.

#### O5 - Listing des actions réalisées dans les schémas d’aménagement

L’outil O5 est l’exploitation du fichier O6. Il s’agira de regarder à l’issue de la réalisation d’un programme quelles sont les actions qui ont été réalisées et quelles sont les actions prévues qui n’ont pas été réalisées. Le but ici étant de comprendre les contraintes et de voir de quelle manière les lever. C’est une démarche de suivi-capitalisation qui permettra également de documenter / alimenter le processus d’actualisation des schémas d’aménagement.

Ce travail, permet de suivre avec précision les projets structurants et/ou jugés prioritaires dans les schémas d’aménagement.

Par ailleurs (à terme), à l’occasion du remplissage de ce fichier, quelques indicateurs clefs pourront être définis en même temps que le glossaire de l’urbain. Il s’agira de définir quelles sont les unités permettant de mesurer le degré de réhabilitation de la voirie, par exemple, ou bien encore de comptage des « unités d’habitation » créées, réhabilitées, etc. Aujourd’hui, les unités sont hétérogènes et ne permettent pas aux autorités de recouper les informations en provenance des différents bailleurs de l’urbain. Il est donc important que ces indicateurs soient travaillés de manière conjointe (inter-bailleurs et inter-institutions) pour permettre de communiquer dans les appels d’offres, une grille de suivi des résultats des projets. Au démarrage des projets, le contenu et les méthodologies de suivi des résultats pourraient être « validées » par le comité technique, qui semestriellement pourrait demander à l’examiner.

En résumé, nous proposons qu’à terme la mise en place d’indicateurs choisis et partagés entre bailleurs et institutions permettront une lecture et un suivi communs.

Figure  : Document de suivi de la mise en œuvre des actions prioritaires sur le terrain - présentation générale



**4**

**1**

**2**

**3**

Dans le tableau ci-dessus, chaque ligne de la zone 1 correspond à 1 schéma d’aménagement. Il sera donc nécessaire de reproduire cette mise en forme autant que cela est nécessaire. Le tableau ci-dessous présente le détail de chacune des 4 zones indiquées à la Figure 11.

Figure  : Document de suivi de la mise en œuvre des actions prioritaires sur le terrain - présentation détaillée

| **# zone** | **Présentation de la zone** | **Contenu** |
| --- | --- | --- |
| **1** |  | La zone 1 reprend uniquement les informations contenues dans le listing Figure 9 : "Listing des actions prioritaires des schémas d’aménagement ». Un lien Excel entre les 2 fichiers permet de ne pas avoir de faute de frappe et une harmonisation de l’ensemble des documents de suivi. |
| **2** |  | La 2ème zone proposée permet de renseigner 2 informations : la réception du chronogramme ainsi que la date de démarrage du projet.Le SPU doit veiller à ce que les chronogrammes soient bien archivés afin de pouvoir être des documents de référence sur lesquels appuyer le suivi des projets. |
| **3** |  | La 3ème zone présente le plan de visite mis en place pour suivre l’évolution du projet. Il est évident que ce n’est pas au SPU de se rendre sur le terrain pour réaliser ce travail. Il doit s’appuyer sur les institutions sectorielles en charge du suivi des travaux (MTPTC infra, UCLBP bâtiment/logement, DINEPA eau et assainissement, etc.).Le rôle du SPU est donc d’aller chercher les informations suivantes : date de la visite de site, degré d’avancement (résultat de la visite), liste des recommandations formulées.Les visites suivant la 1ère doivent contenir un suivi des recommandations formulées durant la visite précédente afin de voir s’il est nécessaire de convoquer le comité technique pour recadrer de l’intervention en cours et ne pas constater, à la fin de l’intervention, qu’il ne s’agit pas de ce qui était souhaité dans le projet. |
| **4** |  | Enfin dans la dernières section, nous proposons de faire le suivi des résultats attendus versus atteints. Dans le cas où le glossaire de l’urbain serait établi il pourra être intéressant de compléter cette partie par la mesure d’indicateurs clefs harmonisés (= les mêmes pour tous les opérateurs). |

#### Autres outils de suivi

* **Compte-rendu (CR)** : le contenu du CR doit être décidé par les institutions elles même mais il convient de rappeler l’ordre du jour, l’objectif de la réunion. La tenue de réunion des techniciens de différentes institutions n’est pas ancrée dans les habitudes de travail. Il est nécessaire qu’un appui permette de lancer des thématiques des réunions. Cela peut être centré sur le suivi des actions en cours, sur le reporting d’une bonne pratique identifié, d’un point de blocage, ou bien encore pour analyser de manière conjointe la situation d’une commune jugée préoccupante.
* **Répertoire départemental et local des personnes-ressources :** En complément de ces outils, il pourrait être intéressant de mettre en place un répertoire des personnes ressources au niveau départemental et local sur les questions urbaines. Ce répertoire pourrait faire l’objet d’une séance de travail de la part du MICT, MPCE et du MPTC afin d’en définir le contenu et l’utilité.

Selon les besoins exprimés d’autres entités, organismes peuvent être ajoutés (DINEPA, EDH, etc.).

Le SPU pourrait être chargé de l’actualisation de ce fichier à une fréquence adéquat qui sera à définir par les 3 institutions citées ci-dessus. Le fichier après validation de son utilité, sera remis en version Excel au SPU.

Le tableau ci-dessous présente l’outil proposé.

Figure  : Répertoire des personnes ressources par département et communes



### Plan d’action pour opérationnaliser rapidement le suivi des schémas d’aménagement.

Le plan d’action suivant présente les différentes étapes que se sont fixées le SPU et le MTPTC pour réaliser le suivi des schémas d’aménagement. Ce plan d’action a été réalisé conjointement avec le SPU et à sa demande.

Le plan d’action permettra de concourir à (re)prise en main du suivi du secteur par le SPU.

Description de l’action détaillée en 3 niveaux : Mission, objectifs et activités. Cet objectif général sera atteint à travers le développement de 3 missions clefs, à savoir :

* **MISSION 1**: Mise en place des activités
* **MISSION 2** : Prise en main et appropriation des outils de suivi
* **MISSION 3**: Pérenniser les activités de suivi des plans d'aménagement

Le plan d’action est présenté ci-dessous et fourni en version Excel au MTPTC pour appropriation et mise en œuvre.

Figure  : Plan d’action SPU - Mise en place du suivi des schémas d’aménagement







### Quelle place pour le ST/CIAT ?

Créé par arrêté du Premier Ministre en date du 30 janvier 2009, le CIAT est donc une structure de coordination, censée se réunir ordinairement tous les 3 mois, qui s’appuie sur un Secrétariat Technique (ST).

Figure  : Disposition légales du CIAT- source diagnostic FED



Le CIAT est présenté comme assurant une fonction de contrôle de la conformité des interventions.

* **Bilan du fonctionnement du Comité technique du CIAT dans le cadre du PARAQ** : Dans le cadre de ce projet, tous les opérateurs sont unanimes pour reconnaitre la plus-value d’un dialogue coordonné avec les institutions sur le plan technique et la prise de décision collégiale qui en découle.
* **Perspectives pour le futur** : La non systématisation des réunions du CIAT (au niveau stratégique) et l’absence de réunion (niveau opérationnel), en dehors de tout financement projet sont réels et admis par l’ensemble des ministères représentés dans le CIAT. Pour que le ST/ CIAT puisse exercer son rôle résultant des directives énoncés dans l’article 4, il est nécessaire :
	+ Que s’enclenche une vraie dynamique de concertation entre les ministères du CIAT pour discuter des taches des uns et des autres, d’échanger des informations et de s’entendre pour fixer la répartition des rôles de chaque direction
	+ de Définir un cadre normé d’indicateur de suivi des projets, suivant des thématiques jugées prioritaires. Cela qui signifie également définir un vocable commun pour l’ensemble des professionnels de l’urbain (y compris les institutions centralisée, décentralisée ou locale).

Dans le cadre de cette prestation, nous ne définirons pas le contenu du suivi opérationnel, a mettre en place par le CIAT, nous pouvons simplement définir les grandes lignes qui permettraient de répondre au besoin d’un exercice des fonctions de coordination et de contrôle qu’exerce le ST/CIAT aujourd’hui[[38]](#footnote-38).

* **Etape 1** : Se tenir informé des programmes à venir sur l’urbain
* **Etape 2** : Sensibiliser les bailleurs et les institutions sur la nécessité d’utiliser un vocabulaire commun
	+ **Etape 2.1** : Définir en commission ad hoc, le référentiel des mots et concept,
	+ **Etape 2.2** : Editer un glossaire de l’urbain et le diffuser largement auprès des institutions. Il est important de le mettre à disposition de tous sur la plate-forme numérique et de s’assurer que les TdR des projets fassent référence à ce document. Ainsi tous les acteurs dans le champ de l’urbain seront informés[[39]](#footnote-39).
	+ **Etape 2.3** : Définir un package des indicateurs minimum par thématique qui seraient exigé aux opérateurs
* **Etape 3 :** Exiger le retour d’information (partage de données brutes récoltées dans le cadre du suivi-évaluation des projets)
* **Etape 4 :** utiliser et valoriser l’information collectée

L’ensemble de ces réflexions s’inscrivent dans une logique « suivi projet » et non de suivi du développement du fait urbain dans son ensemble.

Ainsi, le CIAT au travers de son secrétariat technique doit faire valoir son rôle d’ *« ensemblier* » en mobilisant les ministères traitant du fait urbain. Ce que nous esquissons dans les 2 chapitres suivants (niveau 2 et niveau 3).

## Niveau 2 : un suivi qui alimente les discussions stratégiques sur l’urbain, vers une Base de Données Urbaines

Le chapitre précédent a traité du niveau opérationnel du suivi des projets traitant de la planification urbaine. D’un point de vue plus macro, ce niveau de suivi n’est pas suffisant pour permettre au secteur de se construire.

Pour cela et une fois posée la définition de l’urbain en rapport avec la situation des villes en Haïti il sera nécessaire :

* de suivre son évolution,
* de s’appuyer sur des données fiables pour dégager les tendances voulues ou subies pour le futur
* de confronter puis ajuster les documents de planification à ces tendances.

Pour cela il est nécessaire de mettre en place et de faire vivre une Base de Données Urbaines. Les paragraphes suivant présentent ce qu’est une Base de Données Urbaines mais aussi quelques expériences lancées, à différentes échelles, dans différents pays (Mauritanie, Cameroun, Malaisie par exemple) afin de mettre en place un outil d’aide à la décision pour les institutions en charge du secteur. Enfin pour finir nous présentons également les différentes étapes à suivre pour l’élaboration d’une base de données urbaines.

### Qu’est-ce qu’une base de données Urbaine ?

Une base de données urbaine est un ensemble d’informations associées à un ou plusieurs thèmes ayant pour cadre le domaine urbain. Son support est généralement une carte qui est une représentation graphique de l’espace urbain.

La gestion de la BDU se fait généralement à l’aide d’un système d’informations géographiques, c’est-à-dire un système de gestion de base de données pour la saisie, le stockage, l’interrogation, l’analyse et l’affichage de données géolocalisées. C’est un ensemble de données repérées dans l’espace et structurées pour pouvoir en extraire des synthèses utiles à la décision. Les données exploitées peuvent également être agrégées pour établir des « indicateurs » ou des « index ».

Une base de données urbaine doit être réalisée en concertation avec les différents acteurs en charge du développement urbain, et les données qu’elle renferme sont utiles à tous et doivent être partagées.

Pour son élaboration il est nécessaire de :

* Collecter les documents existants et identifier les données existantes,
* Identifier les thèmes à traiter,
* Collecter les données existantes et collecter par enquêtes celles qui sont nécessaires mais indisponibles. Nous renvoyons le lecteur au rapport rédigé dans le cadre de la présente mission, sur l’établissement de la base documentaire de référence, qui est une étape préparatoire à la BDU,

Une base de données urbaine est un outil qui représente la ville à la date de la réalisation de la base de données. Pour garantir son utilité en tant qu’outil d’aide à la décision, sa mise à jour régulière est nécessaire. Elle permet de mieux gérer l’espace urbain, de planifier l’espace de manière plus rationnelle et d’orienter les investissements, d’améliorer la qualité des services rendus aux citoyens.

Elle est un outil de base pour l’orientation du suivi-évaluation du secteur urbain et peut-être gérée soit par une simple cellule de gestion de base de données au sein d’une Institution dédiée (ex : Ministère en charge de l’urbanisme ou acteur ensemblier) ou par un observatoire urbain, dont les attributions sont plus vastes et l’assise institutionnelle pourra être plus complète.

### Qu’est-ce qu’un observatoire urbain

Dans les expériences analysées, les Bases de Données Urbaines sont hébergées par des observatoires urbains[[40]](#footnote-40) qui sont des structures dont les compétences sont plus vastes qu’une simple cellule de gestion d’une base de données urbaine. Les observatoires publics sont fréquemment adossés à des initiatives politiques transversales et sont chargés d’une fonction de veille, de suivi et d’évaluation (le cas du ST/CIAT dans le cas d’Haïti). D’un point de vue opérationnel, ils visent à :

* Recueillir ou créer les données (en fonction de leur disponibilité ou non) et les intégrer à un système d’information géographique ;
* Analyser et agréger les données pour faire émerger des indicateurs ;
* Produire des analyses, formuler des avis et des recommandations visant à orienter les politiques publique et les investissements urbain ou encore rendre compte d’avancées ;
* Etre un lieu de concertation ;

Ce sont des outils de conduite politique sectorielle puisqu’ils permettent de mettre en avant les besoins mais également de rendre compte, grâce à un traitement scientifique, des résultats.

Les paragraphes ci-dessous présentent deux points à traiter avec attention dans le cadre de la création d’un observatoire urbain, à savoir la gouvernance et les ressources financières. La lecture de ces paragraphes doit aussi être rapprochée de la lecture du rapport sur la base documentaire rédigé dans le cadre de la présente mission.

#### Gouvernance : chercher l’indépendance vis-à-vis des services opérationnels

Le rattachement institutionnel de ces observatoires est variable : ministère sectoriel de tutelle ou Premier ministre lorsqu’il s’agit d’observatoires très transversaux ou l’enjeu est de dépasser les cloisonnements ou la concurrence entre les administrations, mais d’autres modalités sont possibles puisque certains observatoires disposent d’un ancrage local.

Quelle que soit leur insertion institutionnelle, tous les observatoires partagent une caractéristique commune, celle **d’être autonome dans leur mode de fonctionnement**. A ce titre, ils sont tous dotés d’un dispositif de gouvernance ad hoc. Celui-ci peut prendre différentes formes :

* *Un conseil d’administration et un conseil scientifique*. En règle générale, le CA mobilise des représentants de personnes morales qui ont un mandat de travail sur la thématique de l’observatoire. Le conseil scientifique quant à lui rassemble alors des personnes physiques issues de milieux divers (universitaires, chercheurs, représentants de la société civile, etc.) choisies pour leur compétence sur le sujet.
* *Un comité et un conseil*. A l’image du dispositif précédent, le comité réunit de représentants de personnes morales, mais strictement limités dans ce cas à des représentants des pouvoirs publics.

Dans ces deux premiers cas, le dispositif distingue donc :

* Une fonction d’orientation politico-stratégique des travaux confiée à un comité ou un CA. Celui-ci peut être restreint aux « commanditaires de l’observatoire » - publics ou privés - ou élargi à des représentants d’autres institutions.
* Une fonction d’expertise de nature scientifique, associative ou portée par des personnalités qualifiées.
* Un troisième schéma propose *un conseil unique, le plus souvent qualifié de conseil scientifique*. Dans certains cas, ce conseil rassemble à la fois des membres de droit, représentants de personnes morales et des personnalités qualifiées, dans d’autres, il est composé de membres nommés à titre individuel

Des commissions techniques sectorielles peuvent aussi être mises en place afin d’orienter les travaux sur les différents secteurs.

Dans tous les cas, la composition du conseil cherche à rendre compte de la diversité des acteurs intervenant sur le champ de travail de l’observatoire. Les membres, dont le président (parfois qualifié de rapporteur général), y ont un mandat pluriannuel (3 ou 4 ans), le plus souvent renouvelable au moins une fois. Ils sont nommés par l’institution porteuse de l’observatoire. Dans le cadre du mandat confié à l’observatoire, le conseil est responsable de la définition de la stratégie opérationnelle, du plan d’action de l’observatoire, et du pilotage de leur mise en œuvre.

Les axes de travail des observatoires sont déterminés par leurs conseils de Direction ou comités stratégiques. Ils sont liés aux missions qui leurs sont assignées autour du thème structurant qui constitue leur objet (ex : services urbains).

**A titre d’exemple, l’Observatoire wallon de l’emploi a six axes d’intervention:**

1. Données, concepts, nomenclature et méthodologie,

2. Production de statistiques et d’indicateurs et études descriptives,

3. Etudes explicatives et compréhensives du marché du travail,

4. Etudes prévisionnelles et prospectives,

5. Evaluation des politiques et dispositifs d’emploi, 6. Coordination et diffusion.

Ce type de dispositif a l’avantage de couvrir l’ensemble du cycle de production et de diffusion et renforce ainsi la crédibilité et la pertinence des travaux réalisés auprès des groupes ciblés. **Il répond à la fois aux exigences d’un observatoire de terrain et à la fois à celles d’un observatoire de synthèse.**

#### Ressources financières

Il existe peu d’informations sur les modes de financement des observatoires. Ce que l’on retient, c’est qu’en grande majorité ils bénéficient de concours publics, mais que certains d’entre eux accèdent à d’autres sources de financements, en particulier de recettes issues de la vente des publications, de la commande d’études spécifiques ou des cotisations de leurs adhérents (lorsque l’observatoire est constitué en association).

### Un préalable à la mise en place d’une BDU : existence d’un cadre permanent de concertation et de dialogue sur la question urbaine

L’environnement de travail demande des travaux préalables à la mise en place d’une BDU et/ou d’un observatoire urbain. Il convient de travailler sur l’existence d’un cadre permanent de concertation.

Le cadre de concertation est à relier avec le mécanisme de concertation interinstitutionnelle travaillé dans le cadre du PAIFU. Bien que ce dernier n’est pu se formaliser dans le cadre de cette mission, nous pensons qu’une entrée par une Base de données Urbaine/observatoire pourrait remobiliser les institutions sur la façon d’appréhender les questions urbaines qui aujourd’hui sont éclatées.

Afin de répondre aux contraintes institutionnelles existantes en Haïti nous proposons que ce dernier soit volontairement réduits aux 4 institutions ayant sollicité l’appui de l’Union Européenne dans le cadre du PAIFU, à savoir le ST/CIAT, le MTPTC, le MICT et le MTPCE.

A terme, ce cadre doit regrouper les acteurs clefs chargés de la production, de la mise à jour, de l’exploitation et de la gestion d’une base de données urbaines.

**Recommandations :**

Ce cadre doit être **permanent,** afin d’assurer une constance dans la gestion de la base de données urbaines tout en préservant la mémoire des expériences antérieures. Il devra donc être inclusif, regroupant l’ensemble des acteurs producteurs et utilisateurs des données urbaines du secteur public, privé et du monde associatif et de la recherche.

Ce cadre devra être le moteur de la **concertation** et du **dialogue** entre les acteurs, afin de favoriser les échanges et le partage de données autour de règles consensuelles et d’une plateforme commune.

Les différentes expériences menées dans le monde (Afrique notamment) montrent l’importance de la phase préliminaire de structuration d’un tel cadre de concertation, pour en assurer sa durabilité. Ce travail se distingue généralement en 4 phases consécutives à savoir :

* **Phase 1** : définition du cadre juridique et institutionnel
* **Phase 2** : définition du cadre de fonctionnement
* **Phase 3** : définition du cadre technique d’opérationnalisation
* **Phase 4** : la mise en place du cadre de concertation

#### Définition du cadre juridique et institutionnel

Cette phase consiste à proposer un format juridique et institutionnel et à élaborer les textes régissant le mécanisme opérationnel de fonctionnement du cadre de concertation. En effet, il convient de proposer un statut juridique et une tutelle institutionnelle du cadre qui garantisse son caractère inclusif et sa pérennité.

Les 2 encarts ci-dessous présentent 2 types d’organisation mise en place, l’une au niveau municipale, l’autre au niveau nationale. Les annexes auxquelles ils font référence présentent plus généralement l’expérience citée ci-dessous.

**Exemple de l’OSPUN en Mauritanie (cf annexe 2)**

Concernant son organisation, il est dirigé par un Comité de direction interinstitutionnel rassemblant un panel représentatif des institutions concernées par les thématiques. Il s’appuie également largement sur la société civile dont des représentants sont associés au comité de direction.

Ce comité est présidé par le Président de la Communauté urbaine de Nouakchott, et sa composition initialement prévue était :

• Les neuf maires des Communes composant la CUN

• Le Wali de Nouakchott

• Des représentants de ministères concernés ou services déconcentrés (Urbanisme, Equipement, transport, collectivités locales)

• Des représentant des de l’agence de développement urbain

• Des représentants de l’Office national de la statistique

• Des représentants de l’Université

• Des représentants d’ONG nationales

Ce comité est en charge du cadrage des orientations politiques et stratégiques de l’OSPUN, valide les plans d’actions annuels, évalue l’atteinte des objectifs, les notes de recommandations et les orientations de politiques publiques produites par la cellule techniques et les commissions thématiques. Deux commissions thématiques y sont en effet associées : une concernant l’éducation et l’autre sur la santé.

Un comité technique interinstitutionnel a également été mis en place. Celui-ci est composé d’experts thématiques qui débattent et valident les productions de l’OSPUN. Il est garant (i) de la qualité, de la justesse et de la complétude des données et des analyses, (ii) de la formulation des recommandations pour l’action, (iii) du suivi-évaluation des politiques publiques sectorielle.

**Exemple de MURNInets en Malaisie (cf. annexe 3)**

D’un point de vue institutionnel, le dispositif repose sur « un point focal » national qui coordonne la mise en place de MURNInets et établit un rapport sur les bonnes pratiques été l’état des villes malaisiennes.

Le point focal a pour mission principale de s’assurer de la compatibilité des données, coordonner la préparation des indicateurs urbains à renseigner, être un support pour les points focaux locaux dans l’élaboration des indicateurs locaux spécifiques pour chaque ville, faciliter la consultation nationale, analyser les plans d’action locaux et identifier les points de convergence qui pourraient faire l’objet de politiques nationales, suivre les progrès réalisés, proposer des politiques urbaines nationales, renforcer les capacités des points focaux locaux, mettre en place les relations et échanges entre les partenaires locaux, promouvoir l’accès aux technologies de communication…

Les points focaux locaux (correspondants locaux du point focal national) mettent en place des comités locaux pour assurer l’implication des parties prenantes au niveau local. Les points focaux locaux doivent s’assurer de la remontée d’information et au niveau des états fédérés et de l’état fédéral pour le suivi des indicateurs au niveau supérieur dans le format standard défini, entre autres responsabilités.

Il est impossible de statuer aujourd’hui sur ce que pourrait être le format juridique et institutionnel des instances en charge d’animer la création puis le fonctionnement d’une base de donnée urbaine en Haïti, notamment du fait que la notion de l’urbain n’est pas pleinement comprise et harmonisée au sein des institutions intervenant dans le secteur.

#### Définition du cadre de fonctionnement

Il est important de définir une charte de fonctionnement de ce cadre de concertation afin de définir :

* Les rôles des acteurs et les fonctions correspondantes,
* Les responsabilités des acteurs,
* Les engagements des acteurs.

Là encore l’étude est bien trop en amont de ces réflexions, mais nous proposons ici de regarder quels a pu être le cadre de fonctionnement mis en œuvre dans la ville de Thiès au Sénégal.

**Exemple de Thiès et du Système de Monitoring urbain fonctionnel (SMURF)**

A Thiès les autorités ont fait le constat que la réalité des actions de gestion urbaine est le fait de plusieurs types d’acteurs : (i) les professionnels du territoire (institutionnels, privés, ONG et académiques), (ii) les acteurs économiques, (iii) les acteurs publics (centralisés, déconcentrés et décentralisés) qui possèdent les compétences de la gestion et (iv) les habitants et associations de la société civile qui, par leur acceptation ou refus des projets de développement, conditionnent la réussite ou l’échec des actions. L’influence et le pouvoir de ce dernier type d’acteurs restent sujet à discussion, en fonction des situations particulières.

Partant des conditions de fonctionnement d’un système d’acteurs, une méthode a été proposée pour intégrer l’instrument de monitoring urbain dans les processus de gestion de la ville. Elle est basée sur un cycle d’ateliers menés au sein d’un forum des acteurs urbains, selon un quadruple objectif : (i) assurer les conditions du bon fonctionnement du forum d’échange, (ii) renforcer les capacités individuelles des acteurs, (iii) mettre en place un système de coordination efficace et (iv) mettre le système de monitoring à la disposition du processus de gestion.

La méthode proposée est composée d’un premier point de mise en place du forum et d’intégration de nouveaux acteurs, suivi d’un cycle de trois étapes menées au sein du forum participatif : diagnostic, décision et action.

**Exemple de la BDU du Cameroun**

Le MINHDU (Ministère de l'Habitat et du Développement Urbain), chargé de la gestion de la BDU a signé une convention avec l'INS (Institut National de la Statistique) organisme public chargé de la collecte d'informations, du calcul et de la publication des indicateurs de développement et autres données statistiques du Cameroun. Cette convention permet au Ministère de bénéficier de l'appui méthodologique de cet organisme dans toutes les phases du processus :

 - organisation des études,

 - conception de l'outil de gestion,

 - opérationnalisation).

Une autre convention sera également signée entre le MINHDU et l'INC (Institut National de la Cartographie), dans l'optique de la géolocalisation des données avec à terme une migration de la base de données vers un SIG, géré par un observatoire urbain.

Il est très important de mettre en avant la stabilité institutionnelle de la structure créée afin d’éviter par la suite tout problème de gouvernance et d’établir des conventions clairement établies avec les producteurs de données afin de contractualiser le partage des données, notamment si cette dernière est considérée comme sensible.

#### Définition du cadre technique d’opérationnalisation

Sur le plan technique, la première action à mettre en place est la constitution d’un répertoire des acteurs et des institutions producteurs de données urbaines. Les données présentent dans ce répertoire seront de nature diverses mais devront à minima préciser :

* L’institution productrice de la donnée,
* la nature des données produites,
* la périodicité de leurs mises à jour,
* les conditions d’accessibilité, degrés de sensibilité

Par ailleurs, il est nécessaire d’établir un lien entre la finalité des données produites, c’est-à-dire chercher à savoir qui a accès aux données produites et quelles sont les données urbaines les plus sollicitées par les acteurs. Cela permet de dresser un inventaire hiérarchisé des données urbaines nécessaires ou sollicitées.

#### Mise en place du cadre de concertation

Enfin, et pour officialiser l’existence du cadre de concertation sur l’urbain, une assemblée constitutive devra adopter/entériner les statuts et le règlement intérieur du cadre de concertation, en s’engageant ainsi à le faire vivre. C’est à partir de la tenue de cette réunion, que le cadre de concertation constitué pour être actif dans la validation des étapes de la constitution d’une base de données urbaines.

### Amorcer la mise en place d’une BDU

Cette étape, qui peut se révéler longue. Elle consiste à définir les mécanismes de production de la donnée et à former les acteurs en charge de sa gestion pour poursuivre et mettre à jour l’amorce de la BDU qui sera constituée.

* **Phase 1** : diagnostic préalable d’évaluation de l’existant, recueil de toutes les informations nécessaires à satisfaire les orientations souhaitées pour la BDU, compréhension de la portée et/ou des usages potentiels des données possibles à recueillir. C’est-à-dire l’analyse technique des besoins et choix des outils de gestion.
	+ Définition des objectifs de la BDU
	+ Identification des besoins : quelles informations, quelles données, quel traitement, quels indicateurs pour quels objectifs ?
* **Phase 2** : modélisation conceptuelle des données urbaines ; élaboration de modèles conceptuel et physique.
* **Phase 3** : développement de l’application informatique de logiciel de gestion de la BDU.
* **Phase 4** : le prototype d’application de la BDU et la formation au module informatique de gestion de la BDU.

#### L’évaluation des données urbaines disponibles

L’évaluation des données disponibles a été amorcée dans le cadre de la mission PAIFU (Cf. Rapport sur la base documentaire). Il est important de mettre à jour le travail réalisé dès lors que le processus de constitution d’une BDU sera enclenché, de nouvelles données pouvant avoir vu le jour ou avoir été actualisées.

Cette analyse pourra être réalisée à travers une analyse SWOT (Forces, Faiblesses, Opportunités et Menaces) et une caractérisation des données (thématiques) disponibles selon leur qualité, fiabilité, pertinence, échelle de collecte, précision dans leur collecte, moyens et outils de collecte, mise à jour, échelle d’analyse, archivage, format de diffusion et accessibilité, contrainte liée à l’échange.

Cette évaluation permettra de faire ressortir les données pertinentes les plus demandées par les utilisateurs.

Nous faisons renvoi ici au rapport sur la base documentaire, qui au travail de l’inventaire des institutions productrices de données et l’identification du type de données produites a amorcé ce travail.

#### L’analyse de l’inventaire des données et des sources de production

Cette analyse porte sur :

* **la structuration ou la nomenclature[[41]](#footnote-41)** des données qui seraient intégré dans une base de données urbaines**,**
* **l’interopérabilité ou compatibilité** des données,
* **la typologie** (statistique, attributaire et ou spatiale) des données,
* **les thématiques** abordées par chaque organisme / structure ciblés(es).

De plus, **les compétences disponibles, les moyens et outils disponibles et fonctionnels** (logiciels, système de gestion de base de données, matériels informatiques, GPS, images satellites, vues aériennes, etc.) au niveau de chaque structure potentiellement contributrice à la BDU doivent-être prise en compte dans cette analyse.

#### Le dégagement d’une ou des tendance(s) des données existantes

Ce premier travail permettant d’établir (i) l’état des lieux, et (ii) l’analyse croisée des données existantes et des potentialités des structures/organismes producteurs de données. L’étape suivante est de faire ressortir **les grandes tendances** (les bases de données spatiales cohérentes et fiables) qui serviront d’ossature dans l’élaboration des scénarii de composition de la base de données urbaines.

#### L’étude de faisabilité de la constitution de la BDU

* **Quels indicateurs de développement urbain ?**

Pour définir les indicateurs du développement urbain, et en l’absence de politique nationale, les réflexions devront par définition reposer sur une acceptation commune des « dimensions du fait urbain ».Nous rappelons ici la synthèse réalisée dans le cadre du diagnostic du secteur réalisé dans le cadre de l’élaboration du programme du 11ème FED, ainsi que les orientations du Guide de l’Urbaniste.

Partant de la définition actuelle de la ville, en Haiti, des critères minimaux de définition des villes pourront ensuite être définis en prenant en compte la démographie, la densité de la population, l’économie urbaine, la densité et la continuité du bâti, la nature des infrastructures et équipements, la répartition des modes d'occupation du sol, l'irrigation par une trame viaire, la desserte par positionnement ou raccordement à différentes catégories de voies du réseau routier national, ainsi que le patrimoine.

Ce travail devra permettre d’identifier les notions-clés permettant de dégager les critères spécifiques véritablement discriminants et pertinents pour élaborer une singularisation des villes à l'épreuve du temps et des orientations politiques nationales ou décentralisées.

* **Quels besoins ?**

Le travail de la présente mission a esquissé cette analyse, néanmoins, ce travail mériterait d’être enrichi. Il s’agit, pour les 4 institutions moteur du projet, de répondre de manière claire aux questions suivantes : Quelles informations avons-nous besoin de produire et pourquoi ? Avec quelles données ? Quels traitements sont-ils nécessaires pour la production de ces informations (structuration d’une base de données intégrant deux types de données - géographique ou descriptive - dont la gestion sera séparée) ? Quelles solutions possibles ?

Il est important de rappeler ici les compétences dans ce champ d’intervention du CNIGS qui gère le Système d’Information Logements et Quartiers. Les expériences menées dans ce domaine permettent de ne pas repartir de 0, étant entendu que ce n’est pas aux gestionnaires de données de définir la finalité de l’outil, mais bien contribuer à répondre à la demande.

A titre d’exemple, le tableau ci-dessous présente une liste d’indicateurs et de données sur lesquelles il est facile d’avancer assez rapidement.

Figure  : Liste de thèmes et d’indicateurs habituellement utilisés sur l’urbain

| **Secteur** | **Données de base** | **Indicateurs** | **Source potentielle** |
| --- | --- | --- | --- |
| **Démographie** | Population par quartier/ville/villageClasses d’âge | Population totale (et localisation)Taux de pauvretéTaux de croissance de la populationDensité  | Enquête démographique |
| **Eau** | Sources d’eauPrix | Prix moyen de l’eauConsommation moyenneAccès à l’eauTaux de branchementsDistance à la source | Entreprise de distribution  |
| **Assainissement liquide** | Réseaux | Taux de branchement Taux de traitement Zones de rejet | Municipalités (ou organisme en charge de l’assainissement) |
| **Déchets**  | Collecte Décharges | Type de collecteType d’éliminationTaux d’accès au service d’enlèvement | Municipalités (ou organisme en charge de la gestion des déchets) |
| **Electricité**  | Productionprix | Taux de branchementPrix moyen Consommation moyenneAccès  | Entreprise de distribution |
| **Santé** | Infrastructures PersonnelEspérance de vie | Mortalité infantilePopulation par personnel soignantPopulation par litDistance aux infrastructuresRépartition du personnel soignantAccès aux services de SMI/SR | Ministère de la Santé |
| **Education**  | Ecoles (par type d’établissements : écoles, lycées, centres de formation)Classes Elèves | Taux d’alphabétisationTaux de scolarisationTaux de scolarisation des fillesPopulation scolarisableDistance aux écolesElèves par classe | Ministère de l’éducation  |
| **Voirie transport**  | RoutesSystèmes de transportsGares routières | Temps d’accès aux centres villes (bus)Niveau de dégradation des routes | Municipalités (ou pouvoir public en charge de la gestion des transports)  |
| **Loisirs/sports/culture** | Terrains de sportsAssociations sportives/culturellesCentres culturelsEspaces publics | Associations par terrain de sportPopulation par centre culturel/par association culturelle/par association sportive | Enquêtes ou PDC |
| **Télécoms**  | RaccordementsPrix | Prix moyen Consommation moyenneAccès | Entreprise de distribution |
| **Logement** | Type de logement | Accès à un logement décentHousing price/income RatioHousing rent/income ratio | Enquêtes |
| **Foncier/occupation des sols** | Affectation du solOccupation du solLotissements |  | Base de données foncières (municipalités ou pouvoir public en charge du foncier) |
| **Adressage**  | Rues adressées |  | Base de données foncières (municipalités ou pouvoir public en charge) |
| **Environnement** | Zones vertesSols et érosionsZones inondablesBassins versantsCours d’eau |  | MunicipalitésMinistère de l’environnement  |

## Niveau 3 : Définition de d’indicateurs clefs pour le développement urbain en Haiti

### Des indicateurs montrant l’évolution de la prise en compte du fait urbain en Haiti

Les discussions avec le ST/CIAT laissent entendre qu’une réflexion plus macro sur la prise en compte du développement urbain en Haiti serait nécessaire. La réflexion du ST/CIAT repose sur le travail actuellement réalisé par cet organe pour le compte du Climate Investment Fund. Dans le cadre de ce programme le ST/CIAT se doit de remplir périodiquement les indicateurs du SPRC. Ces derniers sont les suivants :

* **Indicateur 1** : Degré d’intégration du Changement Climatique dans les documents d’orientation nationale,
* **Indicateur 2** : Preuve de la capacité du gouvernement à renforcer le mécanisme de coordination pour intégrer la résilience climatique,

Pour chacun de ces 2 indicateurs, des critères sont définis selon 5 thématiques et un court narratif complète les calculs.

* Gouvernement d’Haïti
* Secteur Infrastructure
* Secteur Agriculture
* Secteur Développement Urbain/Côtier
* Service Météo

Les critères sont les suivants :

| Indicateur 1 | Indicateur 2 |
| --- | --- |
| Is there an approved climate change plan for the nation/ sector? | Are information, studies and assessments addressing climate change, variability and resilience available? |
| Have climate resilience strategies been embedded in the central government's/ sector's principal planning documents? | Is the necessary climate change expertise available? |
| Has responsibility been assigned to institutions or persons to integrate climate resilience planning? | Do national/sector incentives and legislative policies expressly address climate change and resilience? |
| Have specific measures, e.g. investments and programs, to address climate resilience been identified and prioritized? | Does the government/sector participate in the coordination mechanism? |
| Do all planning processes routinely screen for climate risks? |  |

Ce troisième niveau de réflexion et à notre sens prématuré à approfondir tant que le travail de définition des concepts n’est pas achevé et que celui de base de données urbaines n’a pas permis de dégager les indicateurs clefs du secteur. Néanmoins et sur le modèle des indicateurs proposés par Haiti pour le suivi du changement climatique, nous pourrions proposer de travailler, dans le champ de l’urbain sur les indicateurs suivants :

* **Indicateur 1** : Capacité du dispositif de gouvernance à construire une vision consensuelle du fait urbain,
* **Indicateur 2** : Degré d’intégration du développement urbain dans les documents d’orientation nationale,
* **Indicateur 3**: Capacité des institutions à encadrer la production d’études et la mise en œuvre de projets urbains,

| **Indicateur 1 - Stratégie***Capacité du gouvernement à construire une vision consensuelle du fait urbain* | **Indicateur 2 - planification***Degré d’intégration du développement urbain dans les documents d’orientation nationale* | **Indicateur 3 – mise en oeuvre***Capacité du gouvernement à encadrer la production d’études et la mise en œuvre de projets urbains* |
| --- | --- | --- |
| Organisation de séance de travail permettant de poser les bases d’une définition concertée des différents concepts intervenant dans l’urbain | Proportion des études réalisées (exemple SNAT) et portées devant la commission en charge de l’Aménagement du territoire par rapport au nombre d’étude lancée  | Le SPU a connaissance de l’ensemble des études visant à la planification des territoires urbains (PCD, schéma d’aménagement urbain) |
| Etablissement d’un glossaire de l’urbain en Haiti | Proportion de schéma, documents de planification et d’urbanisme opérationnels produits selon les directives par rapport au nombre de document produits | Nombre de cadre de l’administration formé à la question urbaine (formation continue ou initiale reconnue) |
| Mesure de l’utilisation de ces définitions dans les appels d’offre lancés auprès des opérateurs |  | Proportion des documents relatifs à la planification urbaine archivés dans la base de données documentaire par rapport au nombre de document produits |
| La redéfinition des rôles de chaque institution en charge du secteur est entamée et une institution assure clairement le lead du secteur |  | Proportion des mairies qui ont fait la demande d’une Assistance technique au SPU pour l’élaboration ou l’actualisation de leur PCD[[42]](#footnote-42) |

### Des indicateurs montrant l’évolution du fait urbain : les indicateurs de qualité de vie

Dans le cadre de la mise en place d’un observatoire sur l’urbain, il peut aussi être réfléchi à mesurer la qualité de la vie urbaine au travers de sondage réalisé dans plusieurs types de ville en Haiti (et quartier). La qualité de vie des individus recouvre de multiples dimensions ayant trait au développement humain (santé, éducation, vie sociale), aux conditions socio-économiques (qualité de l’emploi, niveau de revenus) et au cadre de vie (environnement, accès aux services). D’autres facteurs peuvent nuire à la qualité de vie même s’ils ne concernent directement que certaines catégories de population : inégalité entre les femmes et les hommes, difficultés d’insertion professionnelle pour les jeunes, solitude des personnes âgées.

#### Les études de l’observatoire urbain de Roumanie : Une étude subjective de la qualité de vie

Citons ici l’exemple de l’observatoire urbain de Roumanie qui en 2010 a lancé une étude sur plus de 1 000 personnes afin de recueillir les résultats à 12 indicateurs subjectifs traitant de la qualité de vie des habitants. Les données collectées et traitées permettent de décrire l'état actuel de la communauté urbaine selon les indicateurs de la qualité de vie sélectionnés pour a construction d'une gestion efficace d l'administration locale. Le but des données obtenues se traduit par une bonne gouvernance de la communauté aux fins de son développement et de coparticipation des citoyens à la vie communautaire.



L'étude a été construit autour d’un ensemble d'indicateurs de la qualité de vie, à savoir: la satisfaction de vie, les conditions de logement, l'accès aux services publics, la satisfaction à l'égard des services publics, le degré de la participation sociale, les perceptions sur le niveau de l'ordre public / la sécurité publique, la participation à la culture, le sport, les loisirs, l'éducation, la satisfaction avec le gouvernement local, les perceptions et les points de vue sur les taxes et les taxes locales.

#### Les études de l’INSEE : Des indicateurs de la qualité de vie dans les territoires

Dans cette étude, la qualité de vie est abordée à travers 27 indicateurs recouvrant les dimensions suivantes : accessibilité aux équipements, culture-sports-loisirs-vie associative, éducation, égalité femmes-hommes, emploi-travail, environnement, équilibre travail-vie privée, logement, relations sociales, revenus, santé, transports, vie citoyenne.

Le choix des indicateurs a été effectué au regard de deux critères : pertinence pour éclairer la qualité de vie dans la dimension retenue et disponibilité des données statistiques à un niveau géographique fin.

## Annexes

### Annexe 1 : Listing des documents d’urbanisme disponibles

Figure  : Listing des documents d’urbanisme et statut – Source préparation du 11ème FED - Mars 2016

| **Département** | **Arrondissement** | **Commune** | **Titre** | **Statut** | **Date (considérer après 2010)** | **Auteur (opérateur)** | **Financement** |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
|
| Ouest | Esquisse de schéma d'aménagement pour la zone métropolitaine de Port-au-Prince (ce territoire comprend les 15 communes situées dans les 3 arrondissements de Port-au-Prince, Croix-des-Bouquets et de l’Arcahaie) | En attente de validation | 2013 | IBI DAA | FRH (PARLOQ) |
| Esquisse de plan d'urbanisme pour l'agglomération urbaine (zone urbanisée de l’ensemble métropolitain constitué par les pôles métropolitains (Pôle centre, Pôle aéroport / Tabarre, Pôle Delmas, Pôle Pétion-Ville, Pôle Carrefour et Pôle Croix-des-Bouquets) et inclut également la zone d’expansion au nord de la capitale) | Validé | 2013 | IBI DAA | FRH (PARLOQ) |
| Port-au-Prince | Port-au-Prince | Plan communal de développement | Pas encore de validation municipale | 2015 | ATL/Groupe Trame | PARLOQ |
| Schéma d'aménagement de la ZAC de Martissant | Validé CoPil programme | 2012 | FOKAL/ACT Consultants (France) / LGL (Haïti) | AFD (AIQIP) / UE (PARAQ) |
| Schéma d'aménagement du quartier de Baillergeau | Validé CoPil programme | 2012 | FOKAL/GRET/ACT Consultants (France) / LGL (Haïti) | AFD (AIQIP) / UE (PARAQ) |
| Schéma d'aménagement de Campèche | Validé Copil puis Comité Technique Interministériel | 2013 | ACT/LGL puis WE(Espagne)/SPORA(Espagne)/LGL | Croix Rouge Américaine (LAMIKA) |
| Schéma d'aménagement de Carrefour Feuille | processus validation géré par BM-PAD (pas d'acceptation du produit final) | 2013 | WE/SPORA/LGL | Banque Mondiale (PRODEPUR-Habitat) |
| Schéma d'aménagement du quartier de Christ-Roi | Validé Comité Technique Interministériel | 2013 | Solidarités International/ Fondation Architectes de l'Urgence | UE (PARAQ) |
| Schéma d'aménagement du quartier de Grand Ravine | Validé Comité Technique Interministériel | 2014 | Concern/ Architecture for Humanity  | UE (PARAQ) |
| Carrefour | Plan communal de développement + Plan d'Investissement Municipal | Validé | 2011 | LOKAL (TetraTech) | USAID |
| Plan de Financement des Services Publics Communaux (PFC) | Validé | 2015 | LOKAL+ (TetraTech) + Group InterConsult | USAID |
| Plan communal de développement | Pas encore de validation municipale | 2015 | ATL/IFOS | PARLOQ |
| Schéma d'aménagement des quartiers de Ti-Sous, La Grenade et Sapotille | Validé Comité Technique Interministériel | 2014 | Concern/ Fondation Architectes de l'Urgence | UE (PARAQ) |
| Delmas | Plan de Financement des Services Publics Communaux (PFC) | Validé | 2014 | LOKAL+ (TetraTech) + Group InterConsult | USAID |
| Plan communal de développement | Pas encore de validation municipale | 2015 | ATL/Groupe Trame | PARLOQ |
| Plan d’Urbanisme Opérationnel pour Delmas 32 | ? | 2012 | Sodade (Haïti) puis révision par Architecture et développement | Banque Mondiale (PRODEPUR) |
| Schéma d'aménagement des quartiers de Delmas 7, 9, 11 et 13 | Validé sous réserves par le Comité Technique Interministériel | 2014 | Croix Rouge Française/ Croix Rouge Haïtienne | UE (PARAQ) |
| Pétionville | Plan communal de développement | Pas encore de validation municipale | 2015 | ATL/Groupe Trame | PARLOQ |
| Kenscoff | Plan communal de développement | Validé | anté 2012 | GAFE | UE |
| Plan de Financement des Services Publics Communaux (PFC) | Validé | 2015 | LOKAL+ (TetraTech) + Group InterConsult | USAID |
| Cité Soleil | Plan communal de développement | Pas encore de validation municipale | 2015 | ATL/CHERGODD | PARLOQ |
| Gressier | Plan d'urbanisme sommaire (PUS) + Plan d'investissement associé | Validé par arrêté par Conseil municipal et transmit à l'Etat Central pour validation  | 2012 | DATIP | Fédération canadienne des municipalités |
| Tabarre | Plan communal de développement | Pas encore de validation municipale | 2015 | ATL/Groupe Trame | PARLOQ |
| Croix-des-Bouquets | Croix-des-Bouquets | Plan communal de développement | Pas encore de validation municipale | 2015 | ATL/CHERGODD | PARLOQ |
| Plan de développement urbain de la Croix des Bouquets | ? | 2011 | TGC INTERNATIONAL/Sodade (Haïti) | USAID |
| Schéma directeur d'aménagement et Plan d'action opérationnel d'urbanisme de la zone de Canaan  | Non | 2012 puis 2014 | IBI-DAA / Sodade (Haïti) | Trésor Public |
| Thomazeau |   |   |   |   |   |
| Ganthier | Plan communal de développement | non finalisé | post 2012 | ARD/GRIEAL | USAID |
| Cornillon |   |   |   |   |   |
| Fonds-Verrettes | Plan communal de développement | Validé | post 2012 | DEFI | CARITAS |
| Arcahaie | Arcahaie |   |   |   |   |   |
| Cabaret | Plan communal de développement + Plan d'Investissement Municipal | Validé | 2011 | LOKAL (TetraTech) | USAID |
| Plan d'urbanisme pour Titanyen et étude de l'aménagement du Carrefour Titanyen | Marché en cours d'attribution | 2016 | ? | Banque Mondiale |
| La Gonâve | Anse-à-Galets |   |   |   |   |   |
| Pointe-à-Raquette |   |   |   |   |   |
| Léogâne | Esquisse de schéma d’aménagement de l'arrondissement de Léogâne | En attente de validation | 2013 | IBI DAA | FRH (PARLOQ) |
| Léogâne | Plan d'urbanisme sommaire (PUS) + Plan d'investissement associé | Validé par arrêté par Conseil municipal et transmit à l'Etat Central pour validation  | 2012 | DATIP | Fédération canadienne des municipalités |
| Plan communal de développement et Plan d’Urbanisme pour la Ville de Léogane et sa région périurbaine | FAES (remis à la Mairie) | 2012 | FAES/Sodade (Haïti) | Trésor Public (Programme RELEO/Reconstruction de Léogâne co-financé par la KfW) |
| Esquisse de plan d'urbanisme pour la ville | En attente de validation | 2013 | IBI DAA | FRH (PARLOQ) |
| Petit-Goâve | Plan d'urbanisme sommaire (PUS) + Plan d'investissement associé | Validé par arrêté par Conseil municipal et transmit à l'Etat Central pour validation  | 2012 | DATIP | Fédération canadienne des municipalités |
| Esquisse de plan d'urbanisme pour la ville | En attente de validation | 2013 | IBI DAA | FRH (PARLOQ) |
| Schéma d'aménagement des quartiers du Centre-Ville et de Fort Liberté | Validé Comité Technique Interministériel | 2014 | Welthungerhilfe | UE (PARAQ) |
| Grand-Goâve | Plan d'urbanisme sommaire (PUS) + Plan d'investissement associé | Validé par arrêté par Conseil municipal et transmit à l'Etat Central pour validation  | 2012 | DATIP | Fédération canadienne des municipalités |
| Esquisse de plan d'urbanisme pour la ville | Validé | 2013 | IBI DAA | FRH (PARLOQ) |
| Nippes | Miragoâne | Miragoâne | Plan communal de développement | Pas encore de validation municipale | 2015 | ATL | PARLOQ |
| Petite-Rivière-de-Nippes | Plan communal de développement | Validé | post 2012 | ? | ? |
| Fonds-des-Nègres |   |   |   |   |   |
| Paillant | Plan communal de développement | Validé | post 2012 | ? | ? |
| Anse-à-Veau | Anse-à-Veau | Plan communal de développement | Validé | post 2012 | ? | ? |
| L'Asile | Plan communal de développement | Validé | anté 2012 | ? | ? |
| Petit-Trou-de-Nippes | Plan communal de développement | Validé | anté 2012 | ? | ? |
| Arnaud |   |   |   |   |   |
| Plaisance-du-Sud |   |   |   |   |   |
| Barradères | Barradères | Plan communal de développement | Validé | anté 2012 | ? | ? |
| Grand-Boucan |   |   |   |   |   |
| Grand'Anse | Anse-d'Ainault | Anse-d'Ainault |   |   |   |   |   |
| Dame-Marie | Plan communal de développement | Validé | post 2012 | ? | ? |
| Les Irois |   |   |   |   |   |
| Corail | Corail |   |   |   |   |   |
| Roseaux |   |   |   |   |   |
| Beaumont |   |   |   |   |   |
| Pestel |   |   |   |   |   |
| Jérémie | Jérémie |   |   |   |   |   |
| Abricots | Plan communal de développement  | ? | ? | ? | ? |
| Trou-Bonbon | Plan communal de développement  | ? | ? | ? | ? |
| Chambellan |   |   |   |   |   |
| Moron |   |   |   |   |   |
| Centre | Cerca-la-Source | Cerca-la-Source | Plan communal de développement | Validé | post 2012 | FAES | KfW (PLCPDL) |
| Thomassique | Plan communal de développement | Validé | post 2012 | FAES | KfW (PLCPDL) |
| Hinche | Hinche | Plan communal de développement | Validé | post 2012 | FAES | KfW (PLCPDL) |
| Plan d’Aménagement,d’Embellissement et d’Extension de la Ville (PAEEV) + Plan programme pluriannuel d’investissement | Marché en cours d'attribution | 2016 | ? | Banque Mondiale |
| Maïssade | Plan communal de développement | Validé | post 2012 | FAES | KfW (PLCPDL) |
| Cerca-Cavajal | Plan communal de développement | Validé | post 2012 | FAES | KfW (PLCPDL) |
| Thomonde | Plan communal de développement | Validé | post 2012 | FAES | KfW (PLCPDL) |
| Lascahobas | Lascahobas | Plan communal de développement | Validé | post 2012 | FAES | KfW (PLCPDL) |
| Savanette | Plan communal de développement | Validé | post 2012 | FAES | KfW (PLCPDL) |
| Belladère | Plan communal de développement | Validé | post 2012 | FAES | KfW (PLCPDL) |
| Mirebalais | Mirebalais | Plan communal de développement | Validé | post 2012 | FAES | KfW (PLCPDL) |
| Plan d’Aménagement,d’Embellissement et d’Extension de la Ville (PAEEV) + Plan programme pluriannuel d’investissement | Marché en cours d'attribution | 2016 | ? | Banque Mondiale |
| Saut-d'Eau | Plan communal de développement | Validé | post 2012 | FAES | KfW (PLCPDL) |
| Plan d’Aménagement,d’Embellissement et d’Extension de la Ville (PAEEV) + Plan programme pluriannuel d’investissement | Marché en cours d'attribution | 2016 | ? | Banque Mondiale |
| Boucan-Carré | Plan communal de développement | Validé | post 2012 | FAES | KfW (PLCPDL) |
| Artibonite | Dessalines | Dessalines |   |   |   |   |   |
| Desdunes | Plan communal de développement | Validation prévue pour janvier 2016 | 2016 | Groupe d'action francophone pour l'environnement | UE |
| Petite-Rivière-de-l'Artibonite |   |   |   |   |   |
| Grande-Saline |   |   |   |   |   |
| Gonaïves | Les Gonaïves | Plan communal de développement | En cours de réalisation | 2016 | DEFI | FAO |
| Ennery | Plan communal de développement | Validé | post 2012 | DEFI | FAO |
| L'Estère |   |   |   |   |   |
| Gros-Morne | Anse-Rouge |   |   |   |   |   |
| Gros-Morne | Plan communal de développement | Validé | anté 2012 | CARE/CONS. IND | ACDI |
| Terre-Neuve |   |   |   |   |   |
| Marmelade | Marmelade | Plan communal de développement | Validé | post 2012 | IFOS/FAO | FAO |
| Saint-Michel-de-l'Attalaye | Plan communal de développement | Validé | 2012 | Consultant ind./oxfam Q | ACDI |
| Plan d’Aménagement,d’Embellissement et d’Extension de la Ville (PAEEV) + Plan programme pluriannuel d’investissement | Marché en cours d'attribution | 2016 | ? | Banque Mondiale |
| Saint-Marc | La Chapelle |   |   |   |   |   |
| Saint-Marc | Plan communal de développement + Plan d'Investissement Municipal | Validé | 2011 | LOKAL (TetraTech) | USAID |
| Plan de Financement des Services Publics Communaux (PFC) | Validé | 2015 | LOKAL+ (TetraTech) + Group InterConsult | USAID |
| Plan communal de développement | Pas encore de validation municipale | 2015 | ATL/CHERGODD | PARLOQ |
| Esquisse de plan d'urbanisme pour la ville | Validé | 2013 | IBI DAA | FRH (PARLOQ) |
| Esquisse de schéma d'aménagement de la commune | En attente de validation | 2013 | IBI DAA | FRH (PARLOQ) |
| Verrettes |   |   |   |   |   |
| Nord | Esquisse de schéma d'aménagement du pôle de Cap-Haïtien (ce territoire comprend les arrondissements d’Acul-du-Nord et de Cap-Haïtien) | En attente de validation | 2013 | IBI DAA | FRH (PARLOQ) |
| Cap-Haïtien | Cap-Haïtien | Plan communal de développement | Validé | 2011 | LOKAL (TetraTech) | USAID |
| Plan de Financement des Services Publics Communaux (PFC) | Validé | 2014 | LOKAL+ (TetraTech) + Group InterConsult | USAID |
| Esquisse de plan d'urbanisme pour la ville | Validé | 2013 | IBI DAA | FRH (PARLOQ) |
|  Limonade | Plan communal de développement | Validé | post 2012 | KNFP | UE |
| Plan de Financement des Services Publics Communaux (PFC) | Validé | 2015 | LOKAL+ (TetraTech) + Group InterConsult | USAID |
| Esquisse de plan d'urbanisme pour la ville | Validé | 2013 | IBI DAA | FRH (PARLOQ) |
| Urban and Infrastructure Development Plan | En cours de réalisation | 2016 | Consortium Genser / AC&A / HR&A / Global Communities | BID (ESCI) |
| Quartier-Morin | Esquisse de plan d'urbanisme pour la ville | Validé | 2013 | IBI DAA | FRH (PARLOQ) |
| Acul-du-Nord | Acul-du-Nord | Plan communal de développement | Validé | 2011 | LOKAL (TetraTech) | USAID |
| Plan de Financement des Services Publics Communaux (PFC) | Validé | 2015 | LOKAL+ (TetraTech) + Group InterConsult | USAID |
| Esquisse de plan d'urbanisme pour la ville | Validé | 2013 | IBI DAA | FRH (PARLOQ) |
| Plaine-du-Nord | Esquisse de plan d'urbanisme pour la ville | Validé | 2013 | IBI DAA | FRH (PARLOQ) |
| Milot | Esquisse de plan d'urbanisme pour la ville | Validé | 2013 | IBI DAA | FRH (PARLOQ) |
| Borgne | Borgne |   |   |   |   |   |
| Port-Margot |   |   |   |   |   |
| Grande-Rivière-du-Nord | Grande-Rivière-du-Nord |   |   |   |   |   |
| Bahon |   |   |   |   |   |
| Limbé | Limbé | Plan communal de développement | Validé | 2011 | LOKAL (TetraTech) | USAID |
| Bas-Limbé | Plan communal de développement | Validé | 2011 | LOKAL (TetraTech) | USAID |
| Plaisance | Plaisance | Plan communal de développement | Validé | post 2012 | ? | ? |
| Pilate | Plan communal de développement | Validé | post 2012 | ? | ? |
| Saint-Raphaël | Dondon |   |   |   |   |   |
| Saint-Raphaël | Plan d’Aménagement,d’Embellissement et d’Extension de la Ville (PAEEV) + Plan programme pluriannuel d’investissement | Marché en cours d'attribution | 2016 | ? | Banque Mondiale |
| Ranquitte | Plan communal de développement | Validé | post 2012 | CECI | ? |
| Pignon |   |   |   |   |   |
| La Victoire |   |   |   |   |   |

### Annexe 2 : L’observatoire des services et du Patrimoine urbains de Nouakchott

L’observatoire des services et du Patrimoine urbains de Nouakchott a été mis en place avec un appui dans un premier temps du GRET puis de la coopération française.

Il a été mis en place au sein de la Communauté urbaine de Nouakchott (CUN) par arrêté et les agents travaillant pour la cellule technique ont été nommés par note de service. Le dispositif étant limité à la communauté urbaine, le cadre légal est donc relativement facile à mettre en place d’un point de vue légal et juridique.

**Personne ressource** : Cheikh Tijani o/ Cheikh Mohamedou, ancien membre de l'équipe GRET qui a poursuivi ensuite en tant que personnel de la Communauté Urbaine de Nouakchott. Il dispose de toute la mémoire du projet de BDU/observatoire : tijani\_yeye@yahoo.fr

### Annexe 3 : Le Malaysian Urban Indicators Network (MURNInets)

Les autorités Malaisiennes ont considéré que l’utilisation d’indicateurs doit être un outil pour communiquer de l’information aux politiques : l’information brute est souvent difficile à utiliser directement, leur traitement via une matrice d’indicateurs permet de créer une forme simplifié de l’information, plus pratique et appréhendable au niveau politique que des données statistiques complexes.

Les données brutes sont en effet nécessaires aux scientifiques et aux experts alors que les politiques nécessitent des données agrégées pour prendre des décisions. Enfin, le public et les aménageurs ont besoin de formes plus simples d’indicateurs agrégés. C’est la création de ces trois strates d’information qui ont conduit leur raisonnement.

La Malaisie disposait déjà d’une culture du suivi-évaluation par indicateurs (développement d’un indice pondéré de la qualité de vie, indice pondéré des centralités des services urbains). Ils ont mis en place à partir de 2002 sur six villes test, puis élargie à l’ensemble du territoire, le Malaysian Urban Indicators Network (MURNInets) qui est un pool d’indicateurs urbains basé sur la liste d’indicateurs urbains développé par l’UN Habitat.

It was initiated by the Federal Department of Town and Country Planning (FDTCP), Peninsular Malaysia under the Ministry of Urban wellbeing, Housing and Local Government.

**We were wondering how the program has been funded ? Did the Malaysian state pay for the integrality of the system or did the state get funds from and international development bank ? In that case, can we know what was the donor and project name ?**

The implementation of MURNInets was funded by Malaysian Government through annual budgeting. This programme is carried out internally with government to government (G2G) approached among local, state and federal government. The MURNInets gateway application system was outsourced to the system developer and funded by ministry.

**Is there any assessment of the project that is public and that we could get access to ? (in English version)**

People can access the MURNInets information through our website at <http://murninet.townplan.gov.my/>. The information is released such as the result of sustainability index of the town (148 local authorities), 36 indicators that has been used and etc . Unfortunately the web site was published in the Malay version. For the time being there is no English Version but we will improve on it.

However, to help you understand more about MURNinets, hereby some information in English version for your reference.

**I saw that the project, at the beginning, recruited a technical assistance, in particular for the capacity building, is that correct ? Would you tell me who undertook this role ? What was the other objectives of this technical assistance ?**

Yes. The technical assistance in this context is the staff from local authorities who involved in MURNInets especially for data collection and data entry.

The Federal Department of Town and Country Planning (FDTCP), Peninsular Malaysia playing the main role to guide the data collection, training for local authorities and technical agencies and analysis the data.

**I understood that, at the beginning, the system took time to be effective : the number of indicators was reduced to make it simpler, because at the local level, the authorities got difficulties with it ? Could you tell me more about the Institutional scheme of the system ?**

Yes. The number of indicators was limited to certain amount that is suitable for local authorities to collect the data and subject to data availability, at the same time it still can represent the sustainability level of the city.

For Institutional scheme of the system please refer to the slide attached for more information (The Implementation Approach – MURNInets)

**How did MURNInets managed to get the data’s (how the data collection works) in order to build the indicators ?**

Local authorities played a major role in collecting the data from various technical agencies with supervision and coordination by state and federal government.

Please refer to slide attached about the implementation approach for better understanding.

**How is MURNInets funded ? Is it independent or attached to a town/planning direction of a national ministry ? How are paid the focus point at the local levels (are they hired by the local authorities or by MURNInets ? If they are hired by the local authorities, do they get a bonus from MURNInets for the job done?)**

As mention earlier, MURNInets were fully operated and funded by government accept for certain activities such as data collection based on survey that maybe involved hired enumerators and MURNInets gateway database maintenance. Any outsourced activities were subjected to standard performance assessment as procurement contract guideline by Ministry of Finance.

**Personne ressource** : Muhammad Nasrul Hadi Bin Jukun Nain nasrulhadi@townplan.gov.my

### Annexe 4 : BDU du Cameroun

La Base de données urbaines a fait l'objet de deux études de cadrage validées par un atelier national et d'une étude de détail, conduites par trois consultants nationaux. Les rapports de ces différentes études sont disponibles. La BDU a été présentée au FUN (Forum Urbain National)

**1) Comment s’organise les relations institutionnelles entre les institutions partenaires ?**

Le MINHDU (Ministère de l'Habitat et du Développement Urbain, chargé de la gestion de la BDU) a signé une convention avec l'INS (Institut National de la Statistique, organisme public chargé de la collecte d'informations, du calcul et de la publication des indicateurs de développement et autres données statistiques du Cameroun), cette convention permet au Ministère de bénéficier de l'appui méthodologique de cet organisme dans toutes les phases du processus (organisation des études, conception de l'outil de gestion, opérationnalisation). Une autre convention sera également signée entre le MINHDU et et l'INC( Institut National de la Cartographie, dans l'optique de la géolocalisation des données avec à terme une migration de la base de données vers un SIG, éventuellement géré par un observatoire urbain).

**2) comment est organisé le partage des données entre les institutions (conventions ?) ?**

Les données disponibles dans l'application web restent la propriété du MINHDU; avec un accès réglementé accordé à l'INS dans le cadre de la convention sus évoquée. Il faut cependant relever qu'en ce qui concerne la consultation des données, elle est libre car toutes les données sont mise en ligne mais le MINHDU, dans le cadre de cette application web, s'est réservé le droit de restreindre l'accès à certaines données en fonction de leur sensibilité.

**4) Quelle est la composition du comité de pilotage et/ou du comité scientifique s’il y en a et comment cette structuration a-t-elle été décidée ?**

La BDU du Cameroun est gérée par une cellule ancrée au sein du MINHDU. Cette Cellule (Cellule des Données Urbaine et de l'Habitat) a été créée par décret du Président de la République dans le cadre de la réorganisation du travail Gouvernemental.

**5) Comment est prévue la pérennité, notamment d’un point de vue financier, de la structure de gestion de la BDU ?**

La pérennisation de la base de données est garantie par la création d'une cellule permanente disposant d'un budget conséquent et chargée essentiellement des données urbaines. L'implication des Collectivité Territoriale Décentralisées (CTD° comme unité primaire de collecte assure d'avantage sur la pérennité  de l'outil.

**Personne ressource :** George SAO- 0023769948769 ou MINDHU (M. Jean-Claude Tchaptchet : pdue\_tchaptchet@yahoo.fr )

1. Ces travaux se sont traduits par des audits comme celui sur l’organisation du Ministère des Travaux Publics, Transports et Communications en 2008, par des initiatives comme la création du Comité Interministériel d’Aménagement du Territoire en 2009, pour une meilleure coordination institutionnelle, ou la création de l’Unité de Construction de Logements et de Bâtiments Publics en 2011, pour répondre la demande croissante d’habitat. [↑](#footnote-ref-1)
2. Cf. Etat des lieux sectoriel et formulation du volet Appui Institutionnel – composante II du PARAQ Haïti – Particip - Décembre 2014 [↑](#footnote-ref-2)
3. Note de démarrage du volet PAIFU : Assistance technique pour la gestion de l’information sur l’urbain décembre 2015 - DUE Haïti. [↑](#footnote-ref-3)
4. Rapport sur le dialogue sectoriel : Assistance technique pour la gestion de l’information sur l’urbain avril 2016 - DUE Haïti [↑](#footnote-ref-4)
5. Source MEF [↑](#footnote-ref-5)
6. Le récapitulatif des plans ou schémas d’urbanisme récents en cours, établi dans l’annexe au rapport sur la base documentaire, permet de dénombrer, en dehors des communes, 6 à 7 commanditaires publics différents (MPCE, MTPTC, ST/CIAT, MICT, UCLBP, MEF, MT) [↑](#footnote-ref-6)
7. Étude pour l’identification et la formulation du programme de développement urbain du 11ième FED en Haïti DUE Haïti mars 2016. [↑](#footnote-ref-7)
8. Une approche commune du développement urbain pourrait se fonder sur les principes qui permettraient d’en orienter le sens, à défaut de le maitriser complétement (ce qui serait sans doute un objectif trop ambitieux). [↑](#footnote-ref-8)
9. Ces institutions n’ont pas à elles seules la clé permettant de savoir comment ces données doivent être traitées pour être utiles. Elles ne peuvent établir leur offre que dans une collaboration étroite avec les institutions qui déterminent le besoin à satisfaire, en fonction du sujet en question. [↑](#footnote-ref-9)
10. Voir le guide méthodologique des plans communaux de développement produit par le MPCE. [↑](#footnote-ref-10)
11. On peut citer les deux documents supervisés et publiés par le ST/CIAT et le MPCE : le premier intitulé « Lois et règlements d’urbanisme » le second « Principes, règlements et outils de la législation haïtienne sur le développement urbain » [↑](#footnote-ref-11)
12. Cf. Guide du professionnel - Les étapes de la planification urbaine -Réhabilitation des quartiers CIAT-mai 2013 [↑](#footnote-ref-12)
13. Fonds faisant suite à la période d’urgence - seules des ONG éligibles [↑](#footnote-ref-13)
14. Publié en juin 2013 conjointement par le CIAT, le MTPTC et l’UCLBP [↑](#footnote-ref-14)
15. PARTICIP : Clémentine TRIBOUILLARD, Sofiane KARROUM - Décembre 2014. [↑](#footnote-ref-15)
16. Etude pour l’identification et la formulation du programme de développement urbain du 11ème FED – Clémentine TRIBOUILLARD - Mars 2016 - C.1. page 3. [↑](#footnote-ref-16)
17. En effet, comme cela sera présenté dans le cadre de ce document la Base de données urbaines permet de recenser la donnée existante, manquante et de l’utiliser suite à la définition de son utilité, de ses utilisateurs, etc. [↑](#footnote-ref-17)
18. Préambule au rapport pour plus de détails concernant le contexte. [↑](#footnote-ref-18)
19. Tel que formulé dans le guide édité par le MPCE [↑](#footnote-ref-19)
20. Tel que décrit dans le guide du professionnel édité par le CIAT [↑](#footnote-ref-20)
21. La fonction du CIAT comme l’indique l’arrêté de création du 19 mars 2009 est beaucoup plus large puisqu’il ne concerne pas que la planification urbaine mais aussi l’aménagement du territoire, la gestion de l’eau, des bassins versants, et l’assainissement. [↑](#footnote-ref-21)
22. 9 en comptant Martissant et Baillergeau. [↑](#footnote-ref-22)
23. Extrait du rapport d’état des lieux institutionnel pour le secteur de l’aménagement urbain incluant l'habitat/logement et le développement urbain en Haïti - Clémentine TRIBOUILLARD, Sofiane KARROUM - Décembre 2014. Page 46 et suivantes [↑](#footnote-ref-23)
24. Extrait du rapport d’état des lieux institutionnel pour le secteur de l’aménagement urbain incluant l'habitat/logement et le développement urbain en Haïti - Clémentine TRIBOUILLARD, Sofiane KARROUM - Décembre 2014. Page 9 et suivantes [↑](#footnote-ref-24)
25. Les offres financières demandées par les bureaux d’étude étaient beaucoup trop importantes pour des villes de cette importance. Au final les commanditaires envisagent une consultation plus locale conduite sous forme d’atelier. L’enjeu de cette consultation sur la BCA reste malgré tout d’essayer de redéfinir un nouveau modèle de PAEE. [↑](#footnote-ref-25)
26. Une réflexion conjointe SPU/MICT est actuellement en cours pour harmoniser et mieux suivre les procédures d’instruction des permis de construire, avec une meilleure implication des communes. [↑](#footnote-ref-26)
27. Entretien du 14/06/2016 [↑](#footnote-ref-27)
28. Peu d’information sur les critères d’attribution du Fonds Local d’Aménagement du Territoire, car non validé par les institutions. Les préalables sont que les communes disposent d’un PCD et d’un budget communal. 4 à 5 critères sont identifiés comme clef de répartition (statut territorial, densité, Superficie, niveau de pauvreté de la commune, zone prioritaire du PSDH. [↑](#footnote-ref-28)
29. Lien avec les autres volets du PAIFU : L’exercice conduit dans la session 8 de septembre 2016, de la formation PAIFU AGIR, consiste justement à élaborer des TDR sur quatre situations urbaines - 2 en provinces deux en ZMPAP. Ces TdR s’adressent à des bureaux d’étude chargés de réaliser un travail de planification urbaine. [↑](#footnote-ref-29)
30. Les différents guides existants, dont le GUSI, sont révélateurs d’une volonté d’avancer sur le plan méthodologique. Cependant, cette intention se heurte à des lacunes ou de profondes incohérences institutionnelles. [↑](#footnote-ref-30)
31. C’est par définition institutionnelle la vocation du CIAT [↑](#footnote-ref-31)
32. Etude en cours de définition UE – ST/CIAT [↑](#footnote-ref-32)
33. Le trait est ici poussé à l’extrême mais un suivi/comparaison des actions prioritaires identifiées dans les schémas d’aménagement (ainsi que leur coût) et des actions réellement mis en œuvre par les opérateurs (ainsi que leur coût) pourrait permettre d’affiner ce diagnostic. Cette analyse serait à rapprocher avec l’impact des actions produites sur la structuration du quartier et son lien à la ville dans toutes les dimensions du développement urbain (déplacement, emploi, services de base, mise en sécurité des populations, etc.). [↑](#footnote-ref-33)
34. Les schémas d’aménagement de quartiers sont une déclinaison des schémas d’aménagement urbain. Dans ce cadre ils doivent respecter les prescriptions du schéma global qui serait quant à lui conçu ou encadré par le SPU [↑](#footnote-ref-34)
35. Cf plus bas. [↑](#footnote-ref-35)
36. La loi va dans ce sens, mais dans la pratique le SPU n’est pas reconnu pas les autres institutions du secteur comme étant l’institution en charge du suivi de la planification urbaine. Il s’agit donc de renforcer le SPU dans ce rôle et de légitimer ce rôle et ré-indiquant dans les appels d’offre les rôles et responsabilités de chacun. [↑](#footnote-ref-36)
37. 4 comités de suivi ont été pris en compte dans le cadre de ce document sur la demande du comité de suivi. [↑](#footnote-ref-37)
38. Aujourd’hui, ces fonctions ne sont pas assurées par d’autres institutions. [↑](#footnote-ref-38)
39. A relier ici avec la proposition d’un passage obligatoire des opérateurs au SPU. [↑](#footnote-ref-39)
40. Les observatoires urbains sont des initiatives qui ont principalement vu le jour dans les pays en développement à partir de la conférence Habitat II de 1996 à Istanbul qui a vu la création du Global Urban Observatory. Cet observatoire a été créé dans le but de surveiller la mise en œuvre du 11ème Objectif du Millénaire pour le Développement (OMD), à savoir améliorer sensiblement les conditions de vie des 100 millions d’habitants de bidonvilles d’ici 2020. [↑](#footnote-ref-40)
41. La nomenclature d’une base de données correspond au contenu thématique (ou sujets abordés) de la base [↑](#footnote-ref-41)
42. Cela signifie qu’il y ait au préalable une communication présentant le rôle du SPU aux communes et les conditions de son appui. [↑](#footnote-ref-42)